

UNIVERSITE FRANCOIS-RABELAIS, TOURS

Les liens sociaux territoriaux De la proximité à la cohésion sociale ?

Une analyse du discours social des instances participatives territorialisées dans les
quartiers en voie de gentrification

Lise Saporita

Mémoire de MASTER 2^{ème} année « Villes & Territoires »

Direction du mémoire : Frédérique Hernandez
Membres du jury : Frédérique Hernandez et Serge Thibault

Juin 2007

Remerciements

A Madame Frédérique Hernandez, Maître de conférence au CESA pour m'avoir épaulé dans la réalisation de mon travail

A Monsieur Carlo Monti, Professeur à l'Université de Bologne pour ses conseils et ses explications passionnées

Aux représentants des associations et membres des Conseils de quartier rencontrés en France et en Italie

Sommaire

Remerciements	- 1 -
Sommaire	- 2 -
Introduction	- 4 -
Partie I.	- 6 -
1. Présentation du cadre de la recherche	- 7 -
1.1. Explication de la problématique de recherche	- 7 -
1.2. Méthodologie	- 12 -
2. Cadre conceptuel et théorique	- 18 -
2.1. Les liens sociaux territoriaux au cœur des objectifs des politiques publiques de cohésion sociale	- 18 -
2.2. Les enjeux des politiques publiques appliqués au cas des quartiers anciens en voie de gentrification	- 24 -
Partie II. L'évolution de la participation des Conseils de quartiers italiens à la politique sociale de l'habitat : le cas bolonais	- 33 -
1. Le contexte italien: une tradition de décentralisation des pouvoirs ancienne.	- 34 -
2. Des Conseils de quartier dans un souci de renforcer la cohésion sociale en 1960	- 34 -
3. Dans les années 70, une politique municipale communiste partisane de la participation des habitants aux projets de réhabilitation	- 36 -
3.1. Un combat municipal contre la gentrification du centre historique	- 36 -
3.2. Le quartier défini comme unité spatiale de référence et d'action	- 37 -
4. Retour d'expérience : les Conseils de quartier, gestionnaires de la vie sociale	- 39 -
4.1. Un nouveau contexte politique et culturel	- 39 -
4.2. Les nouveaux Conseils de quartier : entre recherche d'efficacité en terme de gestion et innovation en terme de participation	- 42 -
4.3. Les Conseil de quartier et la question sociale des problèmes d'urbanisme	- 43 -
4.4. Les structures associatives, (ré)actrices face aux problèmes sociaux liées au logement.	- 47 -
Synthèse	- 50 -

Partie III. Le discours social des associations de sauvegarde de quartier et des conseils de quartier en France _____ - 52 -

1. Le contexte français : _____ - 53 -

1.1. Luttres urbaines et émergence des processus participatifs _____ - 53 -

1.2. Présentation des études de cas _____ - 54 -

2. La mixité sociale : notion cadre de la mobilisation collective des associations de quartier. _____ - 57 -

2.1. L'émergence d'un collectif et la montée en généralité _____ - 57 -

2.2. Le mythe social du quartier, un thème de mobilisation spécifique aux quartiers gentrifiés _____ - 59 -

2.3. La solidarité sociale, une conséquence de l'inaction publique - 60 -

2.4. La dimension sociale des problèmes d'urbanisme : une montée en généralité nécessaire dans les contextes de crise du quartier ? _____ - 62 -

2.5. Passé l'état de crise, une mobilisation collective pratiquant l'entre-soi centrée sur le cadre de vie physique _____ - 63 -

Synthèse _____ - 68 -

3. La démocratie participative vue par ses militants : entre rhétorique sociale et réalité des liens sociaux territoriaux _____ - 69 -

3.1. Espoirs de représentativité et réalités _____ - 69 -

3.2. L'opportunité du renforcement des liens sociaux territoriaux, motif principal de la mobilisation _____ - 71 -

3.3. La redéfinition de l'intérêt général et de la citoyenneté comme condition de la survie du Conseil de quartier _____ - 72 -

3.4. La mixité sociale et la représentativité: entre rhétorique et pratiques - 78 -

Synthèse _____ - 83 -

Conclusion _____ - 84 -

Bibliographie _____ - 88 -

Table des matières _____ - 90 -

Introduction

En tant qu'espace vécu où se créer un rapport existentiel, forcément subjectif que l'individu socialisé établit avec la terre et en tant qu'espace social, où se construisent des rapports sociaux entre les individus, le territoire du quartier est vecteur de « lien social » entre ses habitants (DI MEO, 1996).

« La notion de « territoire » ou de « spatialité » doit être conçue comme « expérience totale » de l'espace, qui fait se conjuguer en un même lieu les diverses composantes de la vie sociale : espace bien circonscrit par la limite entre intérieur/extérieur, entre l'Autre et le semblable, et où se donne à lire dans le rapport fonctionnel et symbolique à l'étendue matérielle, un ensemble d'idéalités partagées. » (C. CHIVALLON, 1999). Le territoire permet donc à travers sa médiation de construire des relations sociales entre ses habitants.

Les quartiers anciens sont en particulier chargés d'une dimension symbolique et affective, propre à générer un fort sentiment collectif d'appartenance à un territoire donné. « Ces hauts lieux censés incarner l'âme d'une ville (...), ces espaces saturés de symboles et de significations » (J. MONNET, 1993), terrain de consensus de surface aujourd'hui, enjeu de luttes politiques et idéologiques hier, sont conçus aujourd'hui comme des « spatialités fédératrices » (BEGHAIN, 1998). Entre recherche identitaire et valeur d'échange ou lieu de partage, ces spatialités sont génératrices de sens identitaire collectif et individuel puisqu'on leur attribue la fonction « de structurer l'identité individuelle et collective » (M. LEROUX, 1998) et de « conjurer les incertitudes et les anxiétés d'une société qui ne peut maîtriser ses transformations » (F. CHOAY, 1992).

Le territoire du quartier en tant que spatialité est donc générateur de « lien social » c'est-à-dire d'un ensemble de relations sociales entre les individus de différents groupes sociaux partageant un même espace vécu. C'est en ce sens que les politiques publiques visant à « la reconstruction du lien social » dans un souci de cohésion sociale valorisent la notion de « proximité » et s'intéressent à l'échelon territorial local, et en particulier à celui du quartier. Ces politiques publiques partent du postulat que la proximité, géographique et physique entre les citoyens, favoriserait l'intégration, le lien social, le vivre ensemble et la démocratie (M. H. BACQUE, 2006). C'est ainsi à l'échelle des quartiers que la participation à la vie locale des habitants a été renforcée en particulier. C'est également à l'échelle des quartiers que se situe l'enjeu de la mixité sociale au sein des politiques du logement. D'après la logique de ces deux politiques publiques visant à la cohésion

sociale, le quartier serait donc l'échelon territorial de base permettant la création et le renforcement des liens sociaux ou du « lien social » entre des individus issus de divers groupes socio- professionnels et de diverses origines.

Dans quelle mesure alors le territoire du quartier permet-il de « faire société » pour reprendre une expression de J.DONZELOT (2005), c'est- à- dire, d'enrayer les logiques de séparation et de l'entre-soi qui affectent aussi bien les « exclus » que les « oubliés » ou les « gagnants » ? Quelles types de relations sociales, le partage d'un même espace vécu permet-il à des individus aux profils sociaux différents de tisser au niveau local ?

La reconfiguration de l'action publique en faveur d'un accroissement de la participation citoyenne a pour objectif de favoriser l'émergence de liens sociaux entre ces individus ayant en commun l'expérience vécue d'un même territoire. Le développement des processus participatifs a ainsi pour ambition de faire émerger une conscience collective d'appartenance à un même territoire en tant qu'espace vécu et espace social. On peut alors s'interroger sur les effets de cette reconfiguration de l'action publique au regard de la qualité et de l'intensité des liens sociaux territoriaux créés.

Au sein des instances de participation citoyenne (Conseils de quartier, associations de quartier) où la participation est légitimée par l'appartenance à un même espace vécu, ces relations sociales ou « liens sociaux territoriaux » transcendent-ils les différences sociales ? En quoi le partage et la confrontation des conceptions de l'espace vécu permettent-ils de créer des liens sociaux territoriaux entre les individus ? Quelle est la part de la dimension sociale dans la conception de l'espace vécu des citoyens participants à la vie de leur quartier ? Une objectivation de la composante sociale de l'espace vécu est-elle possible à travers ces liens sociaux territoriaux ? Au sein des instances de participation, la conscience collective d'appartenance à un même espace vécu engendre-t-elle des solidarités sociales ?

Cette recherche nous amènera à décrire la manière dont les instances de participation citoyenne conçoivent la manière de « faire société » c'est-à-dire de générer un consensus social et s'inspirent pour cela de la rhétorique sociale de l'action publique en employant selon les circonstances de la mobilisation collective les termes de « lien social », « mixité sociale », « citoyenneté », etc. ...

Partie I.

1. Présentation du cadre de la recherche

1.1. Explication de la problématique de recherche

1.1.1. Questionnements vers la formulation de la problématique de recherche

« Mixité sociale », « cohésion sociale », « lien social » sont des expressions mobilisées par les politiques publiques pour légitimer leurs actions notamment en terme de politique du logement et de reconfiguration de l'action publique entre l'Etat, les associations et la participation citoyenne.

La mixité sociale serait garante de la cohésion sociale en favorisant la création de liens sociaux entre des individus partageant le même espace vécu, appartenant à des groupes sociaux -professionnels différents.

La reconfiguration de l'action publique en faveur d'un accroissement de la participation citoyenne au sein des Conseils de quartier et des associations reconnues d'utilité publique, favoriserait, elle, la confrontation, l'échange et la naissance de consensus entre les individus d'un même territoire géographique politiquement ou culturellement délimité, appartenant à des groupes sociaux-professionnels différents (X. ENGELS, 2006).

Cependant, les nombreux chercheurs ayant observé les interactions des différents groupes sociaux résidant dans un même quartier ont illustré l'échec de ce paradigme de la proximité. On observe notamment de la part des couches moyennes, au sein des logiques résidentielles et scolaires (carte scolaire), la mise en œuvre de stratégie d'évitement (E.MAURIN, 2006) et de recherche de l'entre-soi (J.DONZELOT, 2004), contraires au principe de cohésion sociale. Le partage d'un même espace vécu par des individus appartenant à des groupes sociaux différents ne suffit donc pas à engendrer une cohésion sociale en son sein.

En revanche, la reconfiguration de l'action publique en faveur d'un accroissement de la participation citoyenne a pour objectif de favoriser l'émergence de liens sociaux territoriaux entre des individus liés entre eux par le vécu d'un même territoire. Le développement des processus participatifs a ainsi pour ambition de faire émerger une conscience collective d'appartenance à un même territoire en tant qu'espace vécu et espace social. Le passage par la (re)présentation à ces instances participatives est donc un élément clé indispensable de la création des liens sociaux entre les individus d'un quartier dit « de mixité sociale ». Les associations de quartier revendiquent elles aussi l'émergence d'une conscience

collective territoriale et valorisent l'idée de « faire et vivre tous ensemble » illustrant la référence essentielle au partage d'un même espace vécu.

On peut alors s'interroger sur la qualité de ces liens sociaux territoriaux. Jusqu'où se développent ces liens sociaux territoriaux ? Ces liens sociaux transcendent-ils les différences sociales ? Quel degré de cohésion et de solidarité sociale peut-on réellement observer au sein des instances participatives agissant à l'échelle des quartiers ? Dans quelles mesures, les liens sociaux territoriaux permettent-ils l'émergence d'une réflexion globale sur les évolutions du contenu social du quartier ? La conception de l'espace vécu de ces militants contient-elle une réflexion sur le contenu social du quartier ? La conscience collective territoriale génère-t-elle une action sociale solidaire ?

Cette question est d'autant plus intéressante si elle situe le cadre de la recherche dans des quartiers caractérisés par une certaine mixité sociale de la population. Elle permettra ainsi d'évaluer la capacité des liens sociaux territoriaux à transcender les différences sociales et à faire émerger une conscience collective territoriale solidaire dans un contexte d'exacerbation de la ségrégation et des différences sociales.

Nous observerons dans ce cadre en particulier le cas des liens sociaux territoriaux tissés au sein des associations de sauvegarde de quartier et des Conseils de quartier dans des quartiers anciens en voie de gentrification.

Autrefois populaires, ces quartiers anciens sont investis par les couches moyennes oeuvrant ou bénéficiant de la revalorisation du patrimoine immobilier et subissent donc un processus progressif de transformation physique et sociale, (N.SMITH, 1996 ; C.BIDOU, 2003). Ce passé populaire est inscrit dans la mémoire sociale et le patrimoine architectural du quartier et confère à ces territoires une dimension symbolique et affective forte, valorisée à travers les politiques publiques patrimoniales.

Le processus de gentrification est un processus long composé de plusieurs phases au cours desquelles se développe puis disparaît la mixité sociale au profit d'un bouleversement du contenu social du quartier. Du fait de l'arrivée de ménages appartenant aux couches moyennes, une mixité sociale « par le haut » s'engage, celle-ci incluant cependant mécaniquement et progressivement une exclusion des ménages les plus modestes ne pouvant demeurer dans le quartier du fait de la hausse du marché de l'immobilier.

Les modifications que subissent ces quartiers anciens en voie de gentrification sont donc intéressantes à plusieurs égards dans le cadre de notre question générale de recherche. En effet, au départ le contenu social du quartier y joue un rôle fort dans la construction de l'identité du quartier en tant qu'espace

social. Avec l'évolution du contenu social du quartier, c'est l'identité traditionnelle du quartier qui évolue et donc la perception de celui-ci en tant qu'espace vécu. Dans le cas spécifique des quartiers anciens en voie de gentrification, la question de recherche peut alors être formulée de la manière suivante : dans ces quartiers anciens en voie de gentrification, quel est le discours social des instances de participation de la population ? Dans quelles mesures le lien territorial fondé sur l'appartenance à un même espace vécu, revendiqué par les associations de quartier et les Conseils de quartier, est-il capable de mettre en abîme les évolutions du contenu social du quartier ? Les liens sociaux territoriaux créés au sein de ces instances participatives parviennent-ils à faire émerger une réflexion face aux changements sociaux observés ? Il y a-t-il une réaction de la part des instances de participation fondées sur l'appartenance à un même espace vécu face au phénomène de gentrification dont les effets sont contraires à la cohésion sociale territoriale ? Dans quels contextes, passe-t-on de la réaction sous forme de constat à l'action auprès des pouvoirs publics ? Comment passe-t-on de l'expérience de la vie courante de la confrontation à l'altérité, à l'engagement social ? La mixité sociale est-elle un « motif de mobilisation de l'action collective » locale pour reprendre le vocabulaire de l'analyse des cadres de la mobilisation collective d' E. GOFFMAN (1974) ?

Cette recherche ne porte donc pas tant sur les quartiers anciens en voie de gentrification et les transformations qui les affectent que sur la capacité des liens sociaux territoriaux développés au sein des instances de participation citoyenne à la vie de quartier à engendrer un certain degré de cohésion sociale. Nous nous intéresserons en particulier dans ce sens au discours social et à l'action sociale des représentants des instances de participation citoyenne fondées sur l'appartenance à un espace vécu commun à tous.

Dans un premier temps, celui du cadre théorique et conceptuel de la recherche, nous nous attacherons à bien définir les objectifs sociaux des politiques publiques afin d'expliquer en quoi celles-ci reposent sur un syntagme territorialisé : si des individus au profil socialement différent sont amenés à se confronter au sein d'instances de participation citoyenne à la vie publique (idée de proximité), alors la cohésion sociale territoriale en sera renforcée. Nous nous attacherons à définir les termes de « cohésion sociale », « mixité sociale », « lien social » en matière d'action publique.

Nous analyserons ensuite les relations paradigmatiques entre la reconfiguration de l'action publique entre Etat, associations et participation

citoyenne placée sous le signe de « l'utilité sociale » et la politique du logement social et de l'habitat, placée sous le signe de « la mixité sociale ».

Ensuite nous nous intéresserons à l'application de ce champ de recherche à la situation particulière des territoires des quartiers anciens en voie de gentrification. On fera tout d'abord un rappel de l'évolution que connaissent les grandes villes modernes en terme de mutations sociales et économiques à partir du corpus littéraire de référence. Puis, on s'intéressera particulièrement aux pratiques et perceptions territorialisées des acteurs du phénomène, ces couches moyennes supérieures que C. BIDOUE-ZACHARIASEN appelle « les aventuriers du quotidien ».

Afin d'analyser en quoi les liens sociaux territoriaux peuvent « faire société » au sein des instances de participation citoyenne, trois terrains d'études ont été choisis : des Conseils de quartier et des associations de sauvegarde de quartier dans des quartiers de Lyon et de Paris et les Conseils de quartier de Bologne en Italie. Parmi ces trois terrains, l'exemple italien des Conseils de quartier de la ville de Bologne est intéressant car Bologne a été une commune pilote en matière de démocratie locale et de combat contre les dynamiques d'exclusion sociale urbaine dans les années 60-70. La politique d'inspiration communiste de réhabilitation du centre historique était fondée sur le paradigme alliant conscience collective d'appartenance à un espace vécu commun et cohésion et solidarités sociales. Cette expérience et son évolution nous éclaireront sur des méthodes qui ont parfois inspiré la France mais qui pour certaines sont restées sans équivalent et nous permettra de revenir sur une expérience mythique dont le devenir n'a pas fait l'objet d'une grande médiatisation.

1.1.2. Formulation de la problématique de recherche

- **Thème**

Les liens sociaux territoriaux : de l'idée de proximité à celle de cohésion sociale. De la conscience collective d'appartenance à un même espace vécu aux solidarités sociales.

- **Problème général**

Comment se concrétisent les liens sociaux territoriaux tissés au sein des instances participatives des habitants à la vie locale ? Quel degré de cohésion et de solidarité sociales peut-on réellement observer au sein des instances participatives agissant à l'échelle des quartiers ? Ces liens sociaux territoriaux transcendent-ils les différences sociales ? Engendrent-ils des solidarités entre les groupes sociaux ?

Jusqu'où la participation citoyenne à la vie de quartier permet-elle de « faire société » ?

- **Question principale**

En quoi le territoire en tant qu'espace vécu parvient-il à être un vecteur de « lien social » ? Quelle cohésion sociale est engendrée par le renforcement des liens sociaux territoriaux au sein des instances de participation citoyenne à la vie locale ?

- **Question secondaire**

Il y a-t-il une réaction de la part des instances de participation fondées sur l'appartenance à un même espace vécu face au phénomène de gentrification dont les effets d'exclusion sont contraires à la cohésion sociale territoriale et détruisent l'identité populaire du quartier pourtant valorisée? Dans quels contextes passe-t-on de la réaction sous forme de constat à l'action auprès des pouvoirs publics ?

- **Hypothèse principale**

Le territoire en tant qu'espace vécu est le vecteur de « lien social » entre les individus qui participent aux instances de participation citoyenne à la vie de leur quartier. Cependant le degré de cohésion sociale qui s'y établit et la capacité d'action sociale dépendent certainement des modalités de la participation (Qui participe ? Quels sujets sont abordés ? Comment s'effectue la prise de parole, l'écoute, les échanges de discussion ?)

- **Hypothèse secondaire**

Le phénomène de ségrégation sociale à l'œuvre dans le processus de gentrification mettant en cause le marché privé de l'immobilier, il est susceptible d'être faiblement mis en abîme et critiqué par les instances participatives d'une population aux parcours divers.

1.2. Méthodologie

1.2.1. Le choix des terrains d'études

- **Les médiateurs du lien social territorial basé sur le principe de partage d'un espace vécu**

Afin de mesurer en quoi le territoire en tant qu'espace vécu parvient à être un vecteur de « lien social », la recherche se portera sur l'analyse des instances de participation citoyenne dont la légitimité de principe et d'action s'inscrit dans le substrat territorial, à la fois en tant qu'espace social et en tant qu'espace vécu.

La recherche se concentrera donc sur deux formes de participation citoyenne territorialisée, c'est-à-dire située et concentrée sur un territoire géographique politiquement ou culturellement délimité : les associations de quartier et les Conseils de quartier.

Ces deux formes de participation citoyenne territorialisée ont en commun la conscience collective de partage d'un espace vécu commun et leurs actions s'inscrivant dans ce territoire visent à améliorer ou préserver cet espace vécu. Leurs discours professent le « renforcement du lien social », l'ouverture, la discussion, la nécessité de « mieux vivre ensemble » et « le bonheur de créer ensemble » (D.CEFAI, 2006).

Ces deux formes de participation citoyenne sont cependant différentes du point de vue de leur organisation et de leurs objectifs. Les associations de sauvegarde de quartier développent foncièrement leurs actions sur l'idée du lien territorial et placent leurs champs d'action dans la sphère physique et matérielle du cadre de vie. Les Conseils de quartier eux sont issus d'une reconfiguration de l'action publique en faveur de la participation citoyenne. Créés à l'initiative des politiques publiques nationales, un des objectifs de ces instances de participation vise à renforcer les liens sociaux territoriaux à travers la création d'instances de concertation, consultation et participation des citoyens à la vie publique de leur quartier voire de leur ville.

Ainsi si ces deux instances valorisent le lien social territorial, le champs d'action des associations de sauvegarde de quartier se situe au niveau du cadre de vie essentiellement physique et matériel (qualité du bâti, de l'environnement, de la circulation et du stationnement...) tandis que celui des Conseils de quartier est élargit au concept de vie publique, incluant l'idée de cadre de vie physique et de qualité de vie économique, sociale et culturelle.

Cette distinction de champs d'action sera intéressante à comparer lors de l'analyse des revendications sociales formulées par les instances de participation à la vie locale.

- **Les territoires choisis**

Dans le cadre de notre recherche, nous nous intéresserons à la participation citoyenne dans les quartiers anciens en voie de gentrification pour les raisons citées précédemment.

Le choix des terrains géographiques d'études proprement dit a été éclairé par des lectures sur le phénomène de gentrification. Etant donné le temps imparti, afin de cibler rapidement les interlocuteurs, il a été décidé de consacrer la recherche sur des terrains d'études où les instances participatives avaient eu ou ont suffisamment de poids pour être citées dans la littérature sur la gentrification (même si cela ne l'était toujours que très brièvement) et / ou parfois disposer d'un site internet.

A travers cette première étape de la recherche ont émergé trois terrains d'études particulièrement intéressants pour répondre à la problématique en raison de deux caractéristiques communes:

- le constat d'une gentrification en marche depuis les années 70-80 sur le territoire
- un passé marqué par une forte mobilisation des habitants pour la préservation du quartier et le maintien de des habitants au travers de structures associatives (Belleville à Paris, Les Pentes de la Croix-Rousse à Lyon) et au travers de Conseils de quartier (Bologne, Italie).

1.2.2. Présentation succincte des terrains d'études

- **Le quartier de Belleville à Paris.**

Menacé d'être totalement rasé dans les années 80, le quartier de Belleville a été le théâtre d'une forte mobilisation des habitants pour sa sauvegarde et le maintien des populations sur place. Emblème d'une réhabilitation réussie grâce à la concertation entre la Mairie de Paris et les habitants et en particulier l'association « La Bellevilleuse », le quartier malgré ses 30% de logements sociaux connaît un phénomène de gentrification réel.

- **Le quartier Les Pentes de la Croix Rousse à Lyon.**

Grignoté par des opérations de promoteurs immobiliers dans les années 80, le fameux quartier des soyeux lyonnais a été protégé grâce à l'intervention de deux associations d'habitants « La Croix Rousse n'est pas à vendre » et « Sauvons les pentes » militant contre la spéculation immobilière. Ayant rejoint l'Union des Comités d'Intérêts Locaux, fort contre-pouvoir associatif lyonnais, ces deux associations se sont imposées comme interlocuteurs privilégiés entre la Mairie de Lyon et les habitants sur les questions touchant à l'urbanisme. Les Conseils de quartier ont été créés à Lyon en 2001.

- **Le quartier Savena à Bologne en Italie.**

La politique municipale communiste de Bologne a fait figure d'exemple dans les années 70 en matière de réhabilitation architecturalement et humainement réussie. Farouchement opposée à la gentrification de la ville, la municipalité accorde aux Conseils de quartier créés dans les années 50 de larges pouvoirs en matière de gestion urbaine aussi bien dans les domaines de la gestion des services sociaux, des équipements publics que de la maîtrise foncière. 30 ans plus tard, le système décentralisé bolonais a évolué et la ville aussi. Malgré la politique pionnière volontariste des bolonais, Bologne est aujourd'hui la ville la plus ségrégée d'Italie. L'analyse du fonctionnement des Conseils de quartier de Savena situé dans la proximité du centre historique et de celui de San Donato essentiellement composé de logements sociaux nous permettent de revenir sur ce que les plus grands urbanistes de l'époque ont appelé « le modèle bolonais ».

1.2.3. Les méthodes d'investigation : une analyse de la rhétorique convenue à l'action

- **Une analyse des modalités de la participation, de la confrontation des différences sociales et de l'action sociale**

Afin d'évaluer la cohésion sociale engendrée par le renforcement des liens sociaux territoriaux au sein des instances de participation citoyenne à la vie locale, nous nous sommes concentrés sur les modalités de la participation dans un premier temps afin de déterminer dans quelles mesures « la mixité sociale » du quartier était représentée et dans quelles mesures les liens sociaux territoriaux transcendaient les différences sociales.

Nous nous sommes ensuite intéressés aux champs de discussions et aux champs d'actions de ces instances de participation citoyenne. Nous nous sommes à cette occasion particulièrement intéressés aux types d'approche des thèmes impliquant la notion de cohésion et de solidarité sociale, notamment sur les questions touchant au phénomène de gentrification.

A cette occasion nous avons été amenés à nous pencher sur les modalités d'emploi de la rhétorique des politiques publiques sur les thèmes de la « mixité sociale », « du lien social », etc. ... par les représentants des instances de participation citoyenne.

Cette recherche a été réalisée à travers une analyse des discours des représentants des instances de participation. Des entretiens semi-directifs et libres ont été réalisés avec des présidents d'association de quartier et des présidents - habitants des Conseils de quartier

Etant donné l'importance des jeux et des nuances rhétoriques dans le sujet étudié, il a été nécessaire d'adopter une attitude scientifique en prenant une distance intellectuelle lors de l'analyse du discours des représentants d'association ou de Conseil de quartier. En effet, comme nous l'avons évoqué précédemment et comme nous le démontrerons plus en détails par la suite, les expressions « mixité sociale », « lien social », « cohésion sociale », « citoyenneté », etc.... sont des termes aux contours flous, issus de la rhétorique de l'action publique mais manipulés et utilisés diversement en fonction des contextes, des enjeux et des acteurs. A titre d'exemple, le thème de la mixité sociale appartient à un groupe de valeur qui s'est imposé dans la pensée politique de la vie en société comme le résultat d'un consensus. Tout le monde s'accorde à considérer la mixité sociale comme un bien incontestable, et ce notamment lorsqu'on a un micro sous le nez comme le précise J.DONZELOT et P.GENESTIER (2004). Cependant hors de ce contexte, où se situe la réalité ?

- **Une analyse des cadres et des motifs dans lesquels émergent les liens sociaux territoriaux**

L'analyse des discours des militants de la participation s'est donc attachée à distinguer les convictions réelles génératrices d'actions, de la grammaire convenue mobilisée en vue de l'action et de sa légitimation.

Pour cela, nous nous sommes inspirés de la méthode d'analyse des interactions et des cadres de la mobilisation collective d'E. GOFFMAN dans *Frame Analysis* (1974) et D.CEFAI et D.TROM en France (2001). Ce paradigme lancé par

D.SNOW (2000) aux Etats-Unis considère les mouvements d'action collective comme « des producteurs de signification ».

Focalisée sur la mise en forme culturelle de l'action collective, « l'analyse des cadres est une méthode qui s'intéresse aux processus de cadrage selon lesquels sont configurés des champs d'action et d'identité, définies des situations sociales, mobilisés des militants et des publics, suscités et maintenus des engagements » (D.CEFAI et D.TROM, 2001). Cette méthode d'analyse permet ainsi de rendre compte de plusieurs dimensions importantes de l'action collective dans les instances de participation citoyenne : travail de la signification, constitutions de causes publiques, diagnostic de situation, organisation durable de collectifs et motivation de l'engagement de leurs membres. L'analyse des motifs qui a accompagné l'intérêt des sociologues pour l'analyse des cadres de la mobilisation collective permet par ailleurs d'intégrer les raisons de l'action dans l'analyse des processus de mobilisation. Le motif apparaît le plus souvent comme un moment du processus général de cadrage dans lequel il est encastré (JOHNSTON, 1995).

1.2.4. Les entretiens réalisés

- **Entretiens semi-directifs et libres avec les Présidents des associations de défense de quartier**

Personnes enquêtées

- le Président du Comité d'Intérêt Local « La Croix Rousse n'est pas à vendre », Quartier Les Pentes-Croix Rousse, IVème arrondissement, Lyon.
- la Présidente du Comité d'Intérêt Local « Sauvons les Pentes », Quartier des Les Pentes-Croix Rousse, IVème arrondissement, Lyon.
- le Président de l'association La Bellevilleuse, quartier du Bas-Belleville, XXème arrondissement, Paris.

Thèmes abordés :

- le contexte de création de l'association
- les objectifs de l'association à ses débuts
- l'activité de l'association : ses combats, ses méthodes d'actions
- les relations avec les pouvoirs publics à ses débuts
- un bilan qualitatif de son rôle par rapport à la manière dont a été conduit le projet

- l'évolution de l'association
- ses objectifs actuels
- ses relations avec les pouvoirs publics actuels
- ses relations avec les Conseils de quartier
- l'évolution de son activisme et du nombre d'adhérents
- le profil socio-professionnel de ses adhérents
- leurs sentiments par rapport aux évolutions socio-économiques que connaît le quartier
- leur définition de l'identité et du cadre de vie du quartier
- leur vision du futur de l'association

- **Entretiens semi-directifs et libres avec des Conseillers de quartier**

Personnes enquêtées

- un conseiller du quartier San Donato, Bologne (Italie)
- un conseiller du quartier Savena, Bologne (Italie)
- une conseillère du quartier Ouest-Pentes, Lyon
- un conseiller du quartier Pentes Centre, Lyon

Thèmes abordés :

- le profil socio-professionnel de membres du bureau et des citoyens participants
- leurs sentiments par rapport aux évolutions socio-économiques que connaît le quartier
- leur définition de l'identité et du cadre de vie du quartier
- les commissions, leur dynamisme, leur évolution
- une auto-évaluation de leur degré de participation et de leur capacité d'action selon les projets ou thèmes
- l'évolution du Conseil de quartier
- leurs objectifs actuels
- leurs relations avec les pouvoirs publics actuels (mairie d'arrondissement, services municipaux, etc. ...)
- leurs relations avec les associations de sauvegarde de quartier ou comités de quartier

2. Cadre conceptuel et théorique

2.1. Les liens sociaux territoriaux au cœur des objectifs des politiques publiques de cohésion sociale

Avant de s'intéresser à la nature des liens sociaux territoriaux et à leur faculté à engendrer une certaine cohésion sociale, il est important de resituer ce terme et les enjeux auxquels il est rattaché dans le contexte des politiques publiques.

2.1.1. La proximité facteur de cohésion sociale

« Mixité sociale », « lien social », « cohésion sociale » sont les termes clés des politiques publiques sociales françaises et européennes depuis une dizaine d'années. Dans un contexte où, au principe de libre adhésion (qui fonde la cohésion et les identités), se superpose celui de libre circulation (vecteur d'instabilité qui sape des institutions pourvoyeuses de sens et déchire le tissu des statuts sociaux), le constat d'un délitement du « lien social » entre les individus est diagnostiqué comme un des maux les plus inquiétants de notre société (P.BOUVIER, Le lien social, 2005). Le « lien social » est alors dans ce cas entendu comme l'ensemble des liens sociaux ou relations qui unissent des individus faisant partie d'un même groupe social et/ou qui établissent des règles sociales entre individus ou groupes sociaux différents¹. Celui-ci est diagnostiqué comme problématique car il recouvre des enjeux fondamentaux des politiques publiques : les liens sociaux permettent d'assurer la cohésion sociale et l'intégration des individus par le partage de valeurs communes et par la reconnaissance sociale des différences lors de l'établissement des règles sociales ; les liens sociaux permettent aux individus d'acquérir une identité sociale.

Erigée en principe d'action moteur, « la reconstruction du lien social » impliqué dans la notion territorialisée de « proximité » se situe au cœur de la légitimation de deux politiques publiques sectorielles :

- la reconfiguration de l'action publique entre Etat, associations et participation citoyenne dans un contexte de délégation par l'Etat de certaines missions de services d'intérêt général (X.ENGELS, 2006). La participation citoyenne

¹ Nous parlerons indifféremment soit de « lien social » soit de liens sociaux et liens sociaux territoriaux tout au long du mémoire.

sous forme associative où au sein des Conseils de quartier, est alors reconnue d'« utilité sociale » en partie grâce à sa « création de lien social », en tant que processus d'action collective, désignant un accord fondé sur un compromis d'intérêts hétérogènes (L.BOLTANSKY et L.THEVENOT, 1991).

- la politique du logement social et de l'habitat, placée sous le signe de « la mixité sociale », notion apparue dans les objectifs des politiques urbaines du logement dans les années 80 (LELEVRIER, 2006). Condition de la cohésion sociale ou du « sens de la ville » affirmée dans le discours des politiques publiques¹ l'objectif de «mixité sociale » mobilisé lors des politiques de logement s'apparente avant tout à une valeur, un idéal à atteindre, « un mythe mobilisateur » se référant à l'idéal républicain d'intégration et donc de lien social (D.BEHAR, J.DONZELOT, 2006).

Si l'on reprend le référentiel des politiques publiques établi par P.MULLER (1992), on observe des similitudes dans la structuration du sens donné à ces deux politiques publiques : elles mobilisent la même valeur (représentation la plus fondamentale sur ce qui est bien ou mal) : la cohésion sociale et utilisent des algorithmes définissant des principes d'action qui mobilisent le même élément de connection : « le lien social » et l'idée de « proximité ».

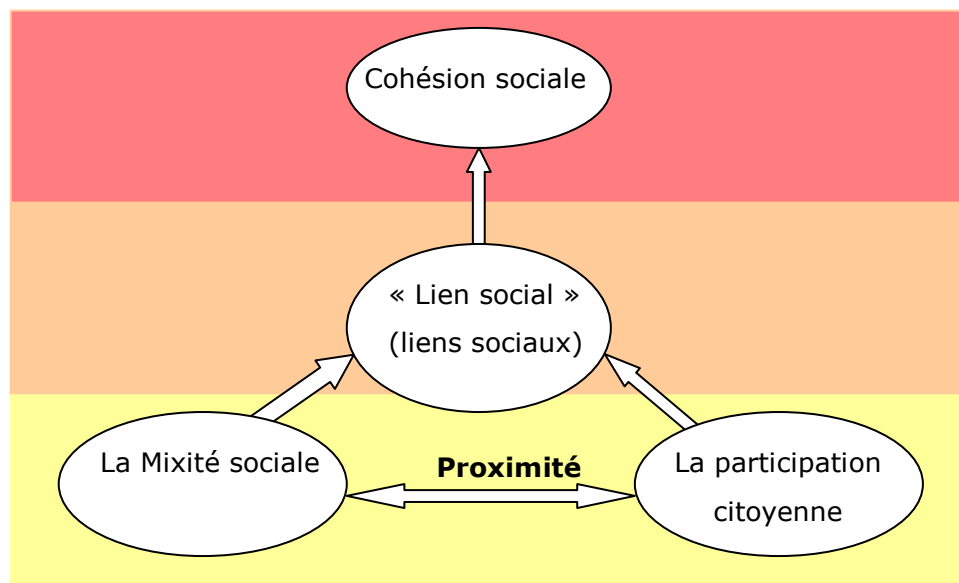
La mixité sociale serait garante de la cohésion sociale en favorisant la création de liens sociaux entre des individus voisins, appartenant à des groupes sociaux-professionnels différents.

La reconfiguration de l'action publique en faveur d'un accroissement de la participation citoyenne au sein des Conseils de quartier et des associations reconnues d'utilité publique, favoriserait, elle, la confrontation, l'échange et la naissance de consensus entre les individus d'un même territoire géographique politiquement ou culturellement délimité, appartenant à des groupes sociaux-professionnels différents.

La reconstruction du « lien social » à travers des politiques dites de « proximité » se situe donc au cœur des enjeux des politiques publiques. L'enjeu national se joue donc au niveau local. C'est à l'échelle des quartiers que la participation à la vie locale des habitants a été renforcée en particulier. C'est également à l'échelle des quartiers voire des immeubles que se situe l'enjeu de la

¹ Cf. le champs lexical développé lors des projets et programmes liés à la politique du logement : « Plan de cohésion sociale »...

mixité sociale au sein des politiques du logement. D'après la logique de ces deux politiques publiques visant à la cohésion sociale, le quartier serait donc l'échelon territorial de base permettant la création et le renforcement du « lien social » entre des individus issus de divers groupes socio- professionnels et de diverses origines.



Les politiques publiques visant à reconstruire le lien social s'inscrivent dans une dimension territoriale partant du postulat que le territoire peut encore faire lien. Cette apologie du lien social territorial, autrement mobilisé sous le terme de « proximité » peut paraître paradoxal alors que les échelles des moyens d'actions s'éloignent du local.

Ce postulat des politiques publiques sur l'idée de « proximité » ou de « lien social territorial » est à replacer dans le contexte large de l'histoire des politiques publiques. P.MULLER (2006) met en évidence le fait que nos sociétés sont passées avec la Révolution industrielle, d'une logique horizontale (celles des territoires) à une logique verticale (celle des secteurs). Dans une logique sectorielle, l'enjeu est de conserver un degré de cohésion sociale. Afin de trouver les moyens de gérer ces antagonismes sectoriels ont été créés les politiques publiques.

La réminiscence de l'idée de lien territorial au sein des politiques publiques s'inscrit dans cette logique de gestion des antagonismes sectoriels en lui conférant un rôle de médiateur générateur de consensus entre des individus acteurs de logiques sectorielles différentes.

Cette échelle d'intervention des politiques publiques en matière de cohésion sociale part donc du postulat que les liens sociaux sont des liens territoriaux, c'est à dire inscrit au sein d'un espace social et vécu (DI MEO). Dans quelle mesure alors

le territoire du quartier peut-il « faire société » pour reprendre une expression de J.DONZELOT (2005) ?

« « Faire société » désigne une démarche différente de celle de « faire du social », c'est-à-dire montre que le problème posé par l'actuelle question urbaine qui a surgi depuis un quart de siècle en France doit être distinguée de la question sociale associée depuis le XIXème siècle à la contradiction entre l'affirmation politique de la souveraineté de tous et l'assujettissement économique du plus grand nombre (...) Face à une logique de séparation et non plus de conflit qui affecte les sociétés contemporaines, l'enjeu n'est plus tant de faire du social que de « faire société », d'enrayer cette logique de séparation, cette logique de l'entre-soi qui affecte aussi bien les « exclus » que les « oubliés » ou les « gagnants » » (J.DONZELOT, 2005).

2.1.2. L'espace vécu et les liens sociaux territoriaux

L'idée selon laquelle « le territoire local ferait société » (situé à l'échelle du quartier dans les grandes villes) ou autrement dit selon laquelle « la proximité favoriserait l'intégration, le lien social, le vivre ensemble » comporte souvent une connotation nostalgique, un regret du village ou du quartier populaire d'antan « où tout le monde se cotoyait et se connaissait » comme le souligne M.H.BACQUE (2005). On pense par exemple aux quartiers populaires tels qu'ils sont décrits par Prévert ou Doisneau dans les années trente, soixante, avec ses formes de solidarité, de culture commune, de structuration politique liée à une appartenance au monde ouvrier disparu. Si les pratiques ont évolué, les travaux récents montrent que la fin des quartiers annoncée n'est cependant pas à l'ordre du jour. Les travaux de J.Y. AUTHIER (2001) par exemple dans des quartiers de centre ville montrent que la nature et l'intensité des rapports au quartier sont déterminées par le niveau d'instruction, le statut social, l'âge, l'ancienneté dans le quartier, le projet résidentiel. La proximité est donc aussi affaire de temps, de réseaux et pas seulement d'espace ou de territoire.

Cependant il est intéressant de se pencher particulièrement sur la manière dont le territoire peut être le vecteur de liens sociaux territoriaux plus forts, afin de mieux comprendre la légitimation du discours des politiques publiques prônant la reconstruction du lien social à travers le retour à la notion de territoire (ou de proximité).

Le concept de territoire auquel fait référence la notion de liens sociaux territoriaux impliquent plusieurs aspects. D'après C. CHIVALLON (1999), il faut

distinguer « spatialité » et « territoire ». La « spatialité » est le dispositif conceptuel qui permet d'entrer dans n'importe lequel des modes de construction de relation sociale par l'espace. Il est entendu comme concept définissant toutes les procédures qui rendent le social indissociable de l'espace et qui doit rendre compte de la diversité des expériences sociales de l'espace sans en sélectionner une en particulier. La notion de territoire se réfère elle à un modèle particulier, un type de spatialité : « le territoire comme "expérience totale" de l'espace, qui fait se conjuguer en un même lieu les diverses composantes de la vie sociale : espace bien circonscrit par la limite entre intérieur/extérieur, entre l'Autre et le semblable, et où se donne à lire dans le rapport fonctionnel et symbolique à l'étendue matérielle, un ensemble d'idéalités partagées. » (C. CHIVALLON, 1999)

Le territoire est donc un lieu géographique où se confrontent et se construisent l'identité individuelle et l'identité collective au gré des pratiques sociales du territoire. En ce sens le territoire est composé de deux espaces entremêlés : l'espace social et l'espace vécu (DI MEO, 1998). A propos de la composante "espace social" : « il s'agit donc de l'identification d'une nouvelle fibre, à la fois spatiale du social et sociale du spatial, décryptée par le moyen d'une démarche positiviste, objectivant des rapports dûment répertoriés et analysés par le chercheur ». A propos de la composante "espace vécu" : « le concept d'espace vécu exprime donc, au contraire le rapport existentiel, forcément subjectif que l'individu socialisé établit avec la terre. »

2.1.3. Les attentes des politiques publiques en matière de démocratie de proximité

La loi qui a institué les Conseil de quartier en France en 1992 est intitulée « démocratie de proximité ». Elles visent au renforcement des liens sociaux territoriaux et plus généralement à la valorisation des processus participatifs comme garant de la cohésion sociale.

Le développement ou la reconstruction du « lien social » est un objectif explicitement mentionné dans les documents de la politique de la ville depuis 1974. Elle concerne au départ essentiellement les quartiers dits en difficulté, quartiers résidentiels de logement social enclavés et isolés. L'idée est que l'ouverture des espaces publics d'expression et de discussions dans des quartiers en difficulté serait de nature à permettre la communication entre des personnes et des groupes, voire des communautés, favorisant une prise de conscience et un examen collectif des situations posant problèmes. En se parlant, les citoyens participants apprendraient

la tolérance, la création de consensus, la prise en compte des besoins des uns et des autres.

La re-légitimation du politique et le développement de la démocratie, autre objectif attribué aux Conseils de quartier, visent également à l'émergence d'un « lien social » communicant entre les individus et porteur d'un intérêt pour « la chose publique ». Selon Y.SINTOMER (2004), on peut prêter dans ce sens aux Conseils et aux démarches participatives, la mission d'être des « écoles de la démocratie ». A partir du problème du quotidien, du concret, là où les gens voient l'aboutissement de leurs actes, on peut développer leur intérêt pour la chose publique. En entendant le point de vue des autres, celui des élus et des administratifs, les citoyens peuvent se former.

2.2. Les enjeux des politiques publiques appliqués au cas des quartiers anciens en voie de gentrification

2.2.1. La gentrification et les mécanismes de ségrégation sociale

- **Le contexte : une mutation sociale et physique des quartiers populaires**

Les quartiers anciens des grandes villes européennes et anglo-saxonnes connaissent un phénomène de renouvellement urbain important depuis les années plus d'un quart de siècle. A l'origine habité par des couches populaires vieillissantes, ces quartiers abandonnés des politiques publiques jusque dans les années 70 ont été réinvestis par une population plus jeune, plus diplômée, et disposant de davantage de moyens matériels. Ce phénomène a été l'objet de nombreux écrits français et anglo-saxons depuis 1963, date à laquelle l'économiste anglais R. GLASS observe et nomme le phénomène « gentrification » pour la première fois dans les centres-villes postindustriels. Ces centres en pleine dégradation physique étaient alors abandonnés par les catégories sociales aisées et concentraient donc la misère sociale et économique. Mais alors que le modèle social dominant consistait à quitter ces centres, on observa un phénomène au départ marginal de réinvestissement de ces quartiers anciens centraux par les couches moyennes. Dans sa définition de la gentrification, R. GLASS insiste sur la complexité du phénomène. Le terme désigne les modifications non seulement sociales mais aussi physiques d'un quartier dégradé et populaire investi par des couches sociales plus aisées qui en améliorent les caractéristiques physiques à travers la restauration, la réhabilitation voire la démolition reconstruction des logements.

D'abord marginal et associé à une fraction bohème d'intellectuels et d'artistes ayant le goût du patrimoine urbain et du vivre en ville, ce phénomène a pris de l'ampleur à partir des années 1980 et est devenue la valeur centrale d'une catégorie sociale aisée pour qui elle est « la » manière d'être en ville, un principe de production de l'espace urbain » selon J.DONZELOT (2004). On assiste ainsi à « un des principaux mouvements dans la restructurations des métropoles contemporaines de la même manière que la suburbanisation et le déclin des villes centres constituaient les processus caractéristiques dans les années 1970 et 1980. » (C. HAMNETT, 1996).

- **L'émergence d'une nouvelle couche sociale en quête de repères dans l'espace urbain**

Les facteurs explicatifs sont nombreux et le débat reste ouvert quant à la détermination du facteur initial déclencheur : rente foncière (théorie du différentiel de loyer de N.SMITH, 1979), changements dans les structures de production et dans la division sociale et spatiale du travail (LEY), etc. ... sachant que comme insiste C. HAMNETT dans son texte « Les aveugles et l'éléphant » (1996), il est nécessaire de prendre en compte l'ensemble des facteurs pour comprendre le phénomène de gentrification. Nous ne nous attarderons pas sur les explications de ce phénomène qui ont fait l'objet de très nombreuses recherches de part et d'autre de la Manche, en France, en Hollande, dans les pays anglo-saxons, etc....

Cependant nous souhaiterions nous arrêter sur un aspect fondamental du processus. Nos lectures mettent en valeur les changements dans les structures de production et dans la division sociale et spatiale du travail qui ont vu l'émergence d'une nouvelle couche sociale liées par leurs professions au métabolisme urbain contemporains: les couches moyennes et supérieures. Le développement des fonctions-clés de l'économie moderne, activités tertiaires, touristiques et universitaires concentrées dans les centres urbains ont en effet induit une expansion rapide d'une nouvelle classe moyenne tout d'abord à partir des années 60-70 dans un nombre relativement restreint de grandes villes telles que New York, Paris et Londres puis dans l'ensemble des grandes villes d'importance nationale et européenne au fur et à mesure que celles-ci se transformaient en métropoles modernes.

- **De nouveaux repères socio-spatiaux dans un contexte de forte ségrégation spatiale**

Au moment où s'accroissent les effectifs de cette nouvelle catégorie sociale, le territoire urbain est un territoire fragmenté entre quartiers traditionnellement bourgeois, quartiers populaires de première et seconde couronnes et quartiers d'habitat social. Il s'agit donc pour les couches moyennes de s'attribuer des repères propres dans un espace urbain divisé. Une large proportion après s'être dirigée vers les logements des grands ensembles peu à peu stigmatisée à l'ascenseur social bloqué, se dirige vers les territoires périurbains où se développent l'habitat pavillonnaire. Une autre partie des couches moyennes souvent plus aisées ou au capital culturel plus élevé préfère investir les territoires urbains là où le marché

immobilier leur permet : dans les quartiers populaires souvent dégradés et parfois en voie de dépeuplement.

C'est ainsi que selon E. MAURIN (2004), c'est du fait de cet accroissement spectaculaire depuis les années 70 de la part des individus appartenant aux couches moyennes par rapport à la population totale que le processus de ségrégation pourtant relativement ancien paraît croître et s'accroître en effet. « Dans un contexte de ségrégation élevée et persistante, l'accroissement de la proportion des cadres dans la population donne lieu, notamment, à des phénomènes d'embourgeoisement tout à fait spectaculaires. » Les cadres représentant aujourd'hui 15% de la population active française et occupent les quartiers centraux et péri-centraux où ils étaient déjà à l'origine majoritaires ou investissent les quartiers à proximité des pôles de centralités, délaissés jusqu'à présent. Au fur et à mesure que cette catégorie gagne en importance, elle repousse les couches moyennes vers les périphéries.

2.2.2. L'enjeu de la mixité sociale

Le phénomène de gentrification désigne un phénomène de changement physique et social d'un quartier. En l'absence d'une politique publique du logement favorisant le maintien sur place des populations des plus modestes, ces derniers se trouvent à terme exclus du quartier par les mécanismes de hausse du marché de l'immobilier. Les situations qui peuvent les amener à en être exclus sont multiples : contrainte financière et judiciaire imposée aux locataires insolvables dont les bailleurs souhaitent faire fructifier leurs biens immobiliers, incitation implicite ou explicite des propriétaires les plus modestes à vendre leur bien immobilier en vue d'acquérir un autre bien a priori plus adapté aux besoins du ménage dans un quartier moins cher (l'accession en pavillonnaire en périphérie par exemple), développement d'une offre locative ne correspondant pas aux moyens des plus modestes, etc.

La gentrification est donc un des mécanismes de ségrégation sociale à l'œuvre dans la ville moderne au côté des mécanismes de relégation et de périurbanisation pour reprendre le titre de la revue Esprit « La ville à trois vitesses : gentrification, relégation, périurbanisation » (J. DONZELOT, 2004).

Or, cette accentuation des ségrégations sociales va à l'encontre des principes de cohésion sociale et de mixité sociale prônée par les politiques publiques. Le phénomène de gentrification met donc en cause les politiques publiques du logement et de l'habitat. En effet d'après M.H. BACQUE, « on désigne

par mixité sociale, l'objectif d'une politique sociale visant par l'élaboration des programmes de logement notamment, à faire coexister différentes classes sociales au sein d'une même unité urbaine (quartier ou commune) » (Dictionnaire de l'habitat et du logement, 2002).

Le principe de mixité sociale s'est hissé ces dernières au rang de valeur fondamentale de la république française et de la Communauté européenne. Véritable consensus politique, elle est définie comme une condition indispensable de la cohésion sociale et du sens à la ville¹. Elle désigne un état idéal à rechercher plus qu'une situation réelle (C. LELEVRIER, 2005), évoquant l'idée d'un quartier diversifiée mais dont personne n'est en mesure de préciser les catégories, les seuils et les échelles géographiques.

En réalité il est nécessaire d'interroger à ce niveau le sens latent et sens explicite des politiques publiques d'amélioration de l'habitat comme l'indique P.MULLER dans son ouvrage sur les politiques publiques (1992). En effet si « la mixité sociale » est un sujet de consensus politique, cela n'empêche pas les politiques publiques de manipuler l'enjeu et le terme. Il en est ainsi des politiques d'amélioration de l'habitat au travers le dispositif des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat. Outil plus léger que les Périmètre de Sauvegarde et de Mise en Valeur utilisés pour les centres historiques et pouvant s'appliquer sur des périmètres n'ayant pas de valeur architecturale particulière, la procédure OPAH consiste à définir un périmètre dans lequel les propriétaires du parc privé sont encouragés à réhabiliter leurs logements par des aides financières représentant 30 à 40 % du total, pour une durée de trois à six ans. Le maintien des populations modestes sur place est ainsi normalement incité à travers une aide financière aux propriétaires, aide croissante en fonction du statut du logement (occupé par le propriétaire ou loué) et des loyers pratiqués.

Cependant, en fonction des opérations, la part des logements conventionnés est parfois faible et ne répond pas au besoin de la population d'origine. Il est par ailleurs fréquent que lorsque le conventionnement arrive à terme (au bout de 10 ans en moyenne), celui-ci ne soit pas renouvelé, ne faisant ainsi que reculer l'échéance de l'accélération du processus ségrégatif. En l'absence d'une production significative de logements sociaux dans ces quartiers la politique nationale française encourage donc le « Retour en ville » (C. BIDOU-ZACHARIASEN, 2003) d'une seule

¹ Expression utilisée par Alain Juppé alors qu'il était Premier Ministre dans le cadre de la mise en œuvre du pacte de Relance en 1996.

partie de la population : les couches moyennes supérieures. Un ouvrage à destination des acteurs des politiques publiques (professionnels de l'urbanisme et de l'habitat) dans une analyse rétrospective de l'outil OPAH dévoile clairement le sens latent des politiques publiques d'amélioration de l'habitat : « la légitimité de l'intervention publique en réhabilitation se fonde sur un objectif principal : lutter contre la ségrégation urbaine. C'est pour éviter la marginalisation de certains quartiers et maintenir un habitat social dans tous les secteurs de la ville que l'Etat et les collectivités locales encouragent le retour de l'investissement privé dans ces quartiers. »¹ Sous le couvert du terme consensuel de ségrégation urbaine se référant au concept de mixité sociale, c'est donc en réalité une politique visant au changement de la composition sociale d'un quartier qui est le plus souvent mise en œuvre par les politiques publiques.

Les élus se drapent alors dans une volonté de « mixité sociale » face aux critiques des militants sociaux. « *Pour que les gens soient mélangés, il faut que certains partent. C'est pourquoi nous garantissons qu'un habitant d'origine sur deux pourra habiter* » explique un élu en charge du programme de réhabilitation du quartier du Panier à Marseille².

Les couches moyennes aisées sont ainsi devenues des partenaires potentiels clairement identifiés par les puissances publiques pour engager les démarches de réhabilitation et de revalorisation des centres anciens, élément indispensable pour accroître la compétitivité entre les villes. Cette attitude des pouvoirs publics est d'après N.SMITH caractéristique de la dernière vague de gentrification initiée dans les années 1990 « Ce qui a marqué la dernière phase de gentrification dans de nombreuses villes, c'est qu'une nouvelle combinaisons de pouvoirs et de pratiques s'est mise en place avec l'ambition beaucoup plus manifeste de gentrifier la ville » (N. SMITH, 2003).

Elle se caractérise par une très forte intensification du partenariat public-privé dans les opérations de renouvellement urbain. « Cette gentrification complexe lie le marché financier mondial aux promoteurs immobiliers, gros et moyens, commerces locaux et agents immobiliers, boutiques de marque, tous incités par les pouvoirs locaux pour lesquels les retombées sociales sont désormais plus assurées par le marché que par leur propre réglementation » (N. SMITH, 2003).

¹ La Réhabilitation urbaine, les dossiers Direction Général de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction, 2001. p43

² « La réhabilitation d'un quartier ancien, le Panier à Marseille », DP. 8025 Urbanisation et Urbanisme en France

Cette globalisation de la gentrification liée à un contexte néolibéral croissant est même incitée par les plus hautes instances internationales à vocation culturelle et sociale comme l'UNESCO. En 1995, le Conseil exécutif de l'UNESCO à Paris insiste sur la nécessité de faire entrer le capital privé dans les centres urbains dans un objectif de sauvegarde culturelle et patrimoniale : « pour que les conditions de vie de la population s'améliorent, il faut remédier à cette situation et faire revenir dans les quartiers anciens une bourgeoisie au comportement responsable. Car si les grands monuments ne peuvent être restaurés que par les pouvoirs publics, l'entretien d'une ville dans son ensemble exige le soutien de l'initiative privée. Surgit ici un autre problème : les améliorations physiques requièrent des investissements considérables, qu'interdisent des ressources généralement insuffisantes ou plutôt affectées, lorsqu'elles existent, aux quartiers "modernes". »¹ Dans cette communication, nulle mention n'est faite du sort des « non bourgeois ».

2.2.3. La spécificité des liens sociaux territoriaux : pratiques sociales et rapports à l'espace urbain chez les ménages gentrificateurs

- **Différences de générations et de profil des ménages gentrificateurs**

Comme nous avons pu le constater précédemment la gentrification est un processus long travaillant le territoire urbain sur plusieurs années et impliquant donc plusieurs générations et types d'habitants entretenant des rapports au quartier et des pratiques sociales différentes. J.Y. AUTHIER dans son travail de thèse met en garde sur la création d'un modèle type de gentrificateur. Le processus étant continu, il ne consiste pas simplement au remplacement d'une population par une autre mais consiste en une multitude de renouvellements continus et successifs. A. COLLET (2007) dans son travail de thèse en cours réalise une comparaison intertemporelle des acteurs de la gentrification d'hier et d'aujourd'hui observe la multiplicité des profils. Elle en distingue deux : celui des gentrificateurs des années 1970-80 et les gentrificateurs contemporains. Le premier groupe par ailleurs très étudiés par les chercheurs (P. BOURDIEU, 1987 ; C. BIDOU. ZACHARIASEN, 1984, 2003) est un groupe relativement homogène composé des couches moyennes salariés de l'Etat exerçant une activité sociale au sens large

¹ Conseil exécutif de l'Unesco, *La conservation des villes anciennes en tant qu'éléments du patrimoine culturel envisagée dans le contexte de l'urbanisation moderne*, Paris, 12 mai 1995.

(architecture, santé, éducation...) valorisant les idéaux de 1968, l'authenticité, le mélange social...

Le second groupe souvent qualifié de « bourgeois- bohèmes » se distingue du premier par un niveau d'études, d'insertion professionnelle et de revenus globalement plus élevé. C'est un groupe également beaucoup moins homogène professionnellement. Cependant leurs rapports au travail, à la hiérarchie sociale, au temps et à l'espace paraissent familiers, ainsi que la tendance à vouloir se constituer en modèle culturel par opposition aux systèmes de pratiques et de représentations des autres groupes sociaux.

Ces renouvellements continus et successifs de population sont composés d'individus aux capitaux, stratégies et désirs divers. Ainsi dans son analyse sur les rapports sociaux dans le quartier de Belleville, P.SIMON (1997) distingue « les transplantés » habitant le quartier par commodité et les « multiculturels » ayant choisi le quartier.

J. Y AUTHIER (2001) lors de son analyse sur les trajectoires résidentielles dans le quartier Saint-Georges à Lyon observe lui trois catégories d'habitants : les accédants culturels, jeunes couples actifs disposant d'un capital culturel élevé accédant à la propriété après une forte période de mobilité résidentielle selon une logique culturelle et symbolique ; les accédants techniques, moins jeunes et issus de franges supérieures de la classe ouvrière pour qui l'accès à la propriété relève d'avantage d'une logique fonctionnelle ; et les nouveaux locataires qui constituent une population jeune souvent étudiante exerçant parfois des emplois précaires pour qui l'arrivée dans le quartier répond à une logique fonctionnelle mais dont les modes d'investissements locaux possèdent une forte dimension culturelle. Ces différences de rapports au quartier et de pratiques sociales impliqueront des mobilisations différentes au sujet de la vie du quartier et de ses évolutions.

- **Une stratégie de distinction sociale dans un cadre de vie populaire mais en transformation**

Les analyses sociologiques françaises insistent par ailleurs sur les stratégies de « distinction » (P.BOURDIEU) et d'« évitement » (E.MAURIN, 2004) pratiquées par les habitants qui investissent les quartiers populaires et sont à la recherche d'un « entre soi sélectif » (J.DONZELOT, 2004) par le seul fonctionnement libéral du marché de l'immobilier.

Souvent présenté comme libre, le choix du logement et du quartier est en réalité la plupart du temps issu d'un arbitrage entre la contrainte financière et

l'exigence de centralité. Cependant, la contrainte participe ainsi à la stratégie de distinction déjà mise en valeur en 1979 par B.BOURDIEU. Elle représente un élément important notamment dans le discours des « multiculturels » désignés par P. SIMON. En terme d'ambiance, les atouts de leur quartier mis en avant par les ménages gentrificateurs renvoient ainsi souvent à la double thématique de la convivialité et du mélange social (BIDOU, 1984 ; SIMON, 1995). L'étude d'A. CLERVAL (2005) dans une cour ouvrière réhabilitée par un promoteur, rue du Faubourg du Temple, à la limite entre le 10^e et le 11^e arrondissement à Paris illustre bien le processus de choix du logement qui conduit à l'expression de cette distinction.

« Peu à peu, même le quartier est valorisé dans ce qu'il a de populaire et d'immigré : on y trouve tout, à toute heure et à des prix défiant toute concurrence pour la vie courante ; on a l'impression d'être en voyage et on apprécie le mélange culturel inédit entre Maghrébins et Asiatiques ; et finalement, quoi de mieux pour prouver son ouverture d'esprit et s'opposer ainsi à la bourgeoisie traditionnelle des Beaux Quartiers ou des immeubles haussmanniens associée à la fermeture et à la réaction ? Le quartier populaire est devenu un élément de distinction sociale pour les gentrificateurs, d'autant plus qu'ils en sont protégés par une cour fermée où règne un entre-soi réconfortant ».

- **Un retour à la rue et aux valeurs qu'elles dégagent : la construction sociale de l'espace des classes moyennes urbaines**

E.CHARMES dans son article « Le Retour à la rue comme support de la gentrification » (2005) met en valeur le fait que les arguments faisant référence à la vie sociale locale et à l'enrichissement personnel qu'apporte la mixité sociale font référence à « un retour à la rue », professé par les plus grands sociologues urbains depuis les années 60 et ayant inspiré les politiques publiques de revalorisation urbaine. La rue y est considérée comme la matrice de la sociabilité et de la culture urbaine (J. JACOBS, 1961). Elle apparaît comme étant à la fois le lieu où les citoyens entrent en contact et où se fonde la culture urbaine et aussi comme la forme organisatrice essentielle du tissu urbain traditionnel, au travers de laquelle les bâtiments se lient les uns aux autres et dessinent un paysage

La conception de la rue comme un espace essentiel au lien social s'est largement nourri du constat de la convivialité des rues des quartiers populaires, mouvement qui a été le support de la gentrification (E.CHARMES, 2005). Bien que mal dotés en patrimoine, ces derniers offrent un paysage urbain traditionnel et des

espaces publics très vivants, deux caractéristiques que le retour à la rue a fortement mises en avant. Ce mouvement a ainsi permis à certaines couches moyennes, non seulement de justifier leur présence dans des quartiers populaires, mais aussi de construire une image attrayante de leur environnement, et de s'imprégner d'un sentiment de confiance dans le quartier. « L'avantage de la rue populaire, où une sociabilité chaude est mise en scène, est qu'elle permet d'étendre à des anonymes le sentiment de confiance en autrui qui peut naître de ces interactions. Ces dernières prennent en effet place sur le fond de déambulations dans un environnement humain largement anonyme » (E.CHARMES, 2003). .

Le quartier en tant qu'ensemble de rues composant un espace homogène est ainsi considéré comme la matrice des sociabilités territoriales.

Partie II. L'évolution de la participation des Conseils de quartiers italiens à la politique sociale de l'habitat : le cas bolonais

1. Le contexte italien: une tradition de décentralisation des pouvoirs ancienne.

En Italie, les thèmes de la décentralisation territoriale et administrative s'imposent au débat politique dès l'origine de l'organisation de l'Etat, proclamé République en 1946. Les années 60-70 sont marquées par une vaste réforme structurelle et institutionnelle du pouvoir communal qui donne naissance aux quartiers, instances locales de proximité qui se voient déléguer les appareils et fonctions administratifs principaux (registre d'état civil, création et gestion des services sociaux et sanitaires de base (dispensaires...)) ainsi qu'un vaste champ de compétences en matière de concertation et participation à la réalisation des documents d'urbanisme (participation notamment au Piano Particolareggiato, plan masse à l'échelle de l'îlot dès les années 70).

Selon M. LIVOLSI et R. PORRO (1975) cette décentralisation se révèle être dans la majorité des cas essentiellement bureaucratique et ne propose pas une réforme structurelle et institutionnelle suffisamment profonde pour qu'un réel contrôle démocratique et la participation directe de la communauté se réalisent. Elle est en réalité plus une optimisation des aspects bureaucratiques, administratifs, économiques... qu'un accroissement de la participation communautaire, malgré une diffusion accentuée de l'information. Cependant, la législation italienne autorisant une grande liberté au pouvoir communal, les expériences sont très différentes selon les villes et un exemple de participation directe des habitants se distingue parmi les autres : celui de Bologne.

2. Des Conseils de quartier dans un souci de renforcer la cohésion sociale en 1960

A Bologne, en 1956, le Livre Blanc du candidat à la mairie le démocrate G.DOSSETTI propose pour la première fois une participation directe des citoyens au gouvernement civique à travers les Conseils de quartier afin d'impliquer les habitants dans la réflexion sur le nouveau Piano Regolatore per la città visant à mieux organiser le développement de la ville et à limiter la croissance urbaine. Le 21 septembre 1960, le Conseil Communal de Bologne délibère à l'unanimité la subdivision du territoire en 15 quartiers.

Créés par la municipalité le 5 juin 1964, ces quartiers visent à « *reproposer dans des conditions d'hétérogénéité et de mobilité sociale croissantes de la grande ville qui connaît une immigration constante, où le transfert de la population est*

continu, une série d'institutions et un cadre qui permettent la formation d'une homogénéité des rapports sociaux et de la vie associée et non seulement une vie de masse physiquement contiguë » (Atti del Consiglio Comunale di Bologna, seduta del 30.06.190, p 1030, intervento del Consigliere Ardigò).

La création de ces quartiers répond à quatre objectifs :

- décentrer quelques services pour que les fonctionnaires ne soient pas considérés comme un groupe social fermé mais comme de véritables participants à la vie de quartier
- promouvoir la participation des habitants à la politique et à la vie sociale du quartier
- faire participer ceux qui sont les plus loin de la vie politique et sociale du quartier
- développer la participation des plus faibles ou en difficultés d'intégration sociale : les immigrés (du sud de l'Italie), les anciens et les jeunes.

Les Conseils de quartier bolonais sont nés dans un contexte traditionnellement favorable à la décentralisation des pouvoirs. Ils ont été créés à dans un contexte de forte émigration, afin de renforcer la cohésion sociale au sein de chaque quartier et de manière globale dans la ville.

3. Dans les années 70, une politique municipale communiste partisane de la participation des habitants aux projets de réhabilitation

3.1. Un combat municipal contre la gentrification du centre historique

3.1.1. Un cri d'alarme quant au devenir du patrimoine architectural bolonais

Les premiers à s'inquiéter de l'évolution que connaît Bologne dès les années 50-60 sont des intellectuels du courant Italia Nostra fondé en 1957 par U. ZANOTTI BIANCO et des personnes des services des Beaux-Arts qui voient dans la ville italienne un objet culturel devant être protégé de toutes agressions. L'avenir de Bologne est particulièrement mis sur la table en 1960 par un groupe d'étudiants de la faculté de Florence. La nouvelle municipalité communiste demande alors la création d'un groupe de travail à la faculté de Florence, animé par L. BENEVOLO

3.1.2. Une politique communiste contre la main-mise du capital et contre le conservationnisme

Bologne est l'une des premières villes à s'engager dans le tournant des politiques publiques en faveur de la réhabilitation, suite à une prise de conscience internationale de la valeur patrimoniale des centres urbains européens, exprimée au travers de la Charte de Venise de l'UNESCO en 1964.

La municipalité bolonaise reconnaissant la valeur culturelle de la ville italienne s'engage alors dans un vaste projet de protection de ce patrimoine contre les démolitions des promoteurs privés. Une politique publique forte et volontariste est mise en place pour protéger le patrimoine architectural et faire revivre la ville historique abandonnée par ses habitants. La spécificité de ce projet déclarée « Nouvelle culture urbaine » par un de ses principaux protagonistes, l'architecte-urbaniste communiste, adjoint au maire de Bologne, P.L. CERVELLATI est de concilier à la fois une réflexion politique sur le devenir social et économique de la ville et une réflexion culturelle et architecturale et c'est ce en quoi l'expérience sera connue et valorisée dans toute l'Europe, alors que le débat oppose traditionnellement les rationalistes du progrès et les conservateurs culturalistes.

A travers cette expérience, la municipalité souhaite montrer que « culture et politique peuvent donc réellement s'accorder dans la poursuite d'un objectif commun, celui de la ville, grâce à une gestion quotidienne et directe .¹»

3.1.3. La foie en la participation des habitants comme ressource contre les invectives du capital privé

Cette politique se base sur une gestion décentralisée du projet de réhabilitation de la ville. Contrairement à ce que décrit P.L. CERVELLATI dans son ouvrage, l'expérience n'est pas « née » au sein des Conseil de quartier mais s'est développée à travers les Conseils de quartier utilisés en tant qu'organes de décentralisation et de participation citoyenne. « Dans une ville qui croit à la participation des citoyens, une participation non mystifiée » comme le décrit P.L. CERVELLATI, pour les urbanistes bolonais, la participation des habitants aux projets urbains représente le seul rempart contre les invectives du capital privé encourageant la spéculation immobilière pour trois raisons :

- la croyance en l'efficacité de la décentralisation du pouvoir de décision et de gestion ;
- la foie en les vertus de la participation des habitants au devenir de leur quartier selon l'adage « on n'est jamais mieux servit que par soi-même »
- la nécessité de la coopération entre le projet municipal et les projets des acteurs privés qui détiennent un capital non négligeable.

3.2. Le quartier défini comme unité spatiale de référence et d'action

3.2.1. L'affirmation du quartier en tant que communauté

L'histoire de la ville italienne médiévale était déjà marquée par l'identité forte du quartier, comme à Sienne où les quartiers appelés *contrade* étaient en réalité des communautés réunies par un esprit et des idéaux communs mais conservant une très large autonomie.

Dans les années 70, certains urbanistes italiens comme A. OLIVETTI du mouvement Comunità, s'inspirant de ce passé prônent un développement urbain imputable à un organisme autonome et partie intégrante de la ville réunissant des logements conçus et réalisés en même temps que des équipements collectifs. Ces

¹ P.L. CERVELLATI, R. SCANNAVINI, C. DE ANGELI, La nouvelle culture urbaine, Bologne face à son patrimoine, Editions du Seuil, Paris, 1977, (traduction française : 1981).

quartiers devaient s'opposer « aux quartiers bourgeois où les fonctions sociales se réduisent au logement au moyen duquel on s'isole et on nie la collectivité » (A. OLIVETTI, 1971).

Inspiré de cette culture, le quartier est défini comme unité de référence pour la réflexion urbaine aussi bien en terme de projet architectural que de développement des services de proximité et des équipements publics. « Le quartier devait devenir le centre de la participation des citoyens à la transformation des espaces qui jusque là leur étaient imposés et conditionnaient leur comportement. » (P.L. CERVELLATI, 1977).

3.2.2. Une unité politique pourvue de pouvoirs urbanistiques

Héritiers de cette double culture communautariste et communiste, les Conseils de quartier bolognais bénéficient de larges pouvoirs urbanistiques cadrés par le pouvoir centralisateur de la municipalité.

Cette dernière les invite à exprimer leurs besoins et à émettre un avis sur la vocation des édifices mis sur le marché afin que soient privilégiés les services sociaux, culturels, commerces... nécessaires au bien-être de tous les citoyens. En 1968, les Conseils de quartier ont un regard sur les permis de construire, et en 1970, l'avis de leur Commission urbanistique fait force de loi.

Les Conseils de quartier sont partenaires avec la municipalité, les propriétaires et les locataires, des conventions visant à promouvoir la réhabilitation des logements et le maintien des locataires résidents dans ces logements après les travaux. La municipalité fixe les grandes orientations régissant ces conventions tandis que les détails sont définis par la commission « Loyer » des Conseils de quartier. Dans les secteurs protégés, ils fixent le prix des édifices et des terrains qui devra être celui des Domaines et non celui du marché libre, ils peuvent user d'un droit de préemption au moment des ventes et des locations nouvelles, etc. ...

«Le processus enclenché au début des années soixante a signifié pour Bologne et pour son district une redécouverte de l'urbanisme comme moyen politique de gestion des affaires sociales et comme terrain de participation populaire. Ainsi l'urbanisme devient une discipline à la portée de tous et la planification urbaine n'est plus l'effet mais la cause du développement social et culturel de l'aire métropolitaine » peut-on lire en 1977 dans *La nouvelle culture urbaine* de P.L. CERVELLATI ouvrage destiné à faire partager à toute l'Europe l'expérience inédite et originale de Bologne.

Les luttes urbaines pour le droit à un logement et le droit à la ville qu'ont connu d'autres villes italiennes comme Milan mais également européennes comme Bruxelles, Lyon... ont donc été à Bologne phagocytées par l'instance politique des Conseils de quartier. Celle-ci a été conçue précocement et pourvue de pouvoirs suffisamment importants pour que les préoccupations des habitants face au risque d'exclusion de leur quartier soient intégrées aux actions et revendications de ces Conseils.

4. Retour d'expérience : les Conseils de quartier, gestionnaires de la vie sociale

Plus de trente ans plus tard, on peut se demander quelles sont aujourd'hui les possibilités d'engagement et l'engagement réel des Conseils de quartier dans la vie quotidienne des habitants face à un phénomène de gentrification très important et croissant à Milan et à Bologne? Qu'est devenu le modèle bolonais ?

4.1. Un nouveau contexte politique et culturel

4.1.1. Une accentuation des ségrégations spatiales à Milan et Bologne

En réalité, la réhabilitation du centre historique de Bologne malgré les engagements et les dispositions de la municipalité n'a pas empêché l'évolution de la ville. Même si il est parfois difficile de comparer les changements sociaux italiens et français en raison des différences de classification des catégories sociales et socioprofessionnelles¹, on observe à travers l'ouvrage de F. ANDERLINI *Après l'urbanisation, étalement urbain et dynamique sociale* (2003) des phénomènes de ségrégations sociales à Milan et Bologne, typiques des villes européennes modernes. Alors que Milan a toujours connu une forte ségrégation spatiale, Bologne a vu depuis les années 70 les écarts sociaux s'accroître considérablement et est passée d'une structure sociale équilibrée à une structure avec une majorité écrasante d'individus au profil tertiaro- directionnel. En 1999, Bologne enregistre par ailleurs le plus haut indice d'irressemblance² (42) avec Gênes (43) ce qui

¹ M. OBERTI, Usages et limites des nomenclatures socioprofessionnelles pour l'analyse sociologique : le cas italien, I.E.P. et Observatoire sociologique du changement, paris, 2000, 33p.

² L'indice de ressemblance mesure les similitudes et dissimilitudes entre la distribution des groupes sociaux pris par couple (F. ANDERLINI, 2003)

signifie que c'est une des villes où se jouent les plus fortes répulsions entre couches supérieures et couches ouvrières. F. ANDERLINI va même jusqu'à utiliser le terme d'un « apartheid » des couches supérieures, plus dur à Bologne qu'à Milan.

Cet état des lieux est le constat d'un échec des politiques expérimentales progressistes des années 60 qui visaient à empêcher le processus de gentrification. 30 ans plus tard, 60% des couches supérieures de Bologne résident dans le centre historique ou sur les collines, une concentration qui n'a pas d'autre équivalent en Italie, ni même à Milan ! Si les couches supérieures se trouvent là où historiquement elles étaient déjà en majorité, leur concentration s'est accrue et ce sont finalement elles qui ont bénéficié des nouvelles chances résidentielles des politiques de restauration des années 70. On observe par ailleurs une meilleure répartition en 1991 des « couches employées » par rapport à 1971 où elles étaient concentrées dans les zones périphériques de la ville. Elles sont à présent plus présentes dans les quartiers péricentraux. Selon F. ANDERLINI, « si en 1972, l'idée de maintenir les classes populaires était légitime du fait de l'exercice de leur fonction, aujourd'hui, elle relève de l'utopie arcadienne, « l'antique pouvoir des pauvres » ».

Bologne connaît donc un phénomène de gentrification au sens d'embourgeoisement des quartiers centraux et péricentraux en plein essor depuis les années 70. Pourtant, ce phénomène n'est plus au cœur de la politique municipale ni même des préoccupations des Conseils de quartier.

4.1.2. Un contexte politique et culturel plus tourné vers l'entre-soi familial

Malgré le renforcement des ségrégations spatiales à Bologne mais aussi à Milan, Turin et Florence, les politiques publiques ne sont pas tournées vers cette thématique comme en France. Face à un même constat, la ségrégation, en France, c'est l'altération du principe de mixité sociale qui est dénoncée alors qu'en Italie c'est la désagrégation des solidarités familiales et intergénérationnelles qui représentent le sujet d'inquiétude majeure avec celui croissant de la mixité ethnique. Cela explique la faiblesse du corpus universitaire italien dédié aux mécanismes explicatifs de la ségrégation et de la gentrification et à l'inverse l'importance du thème de la famille et de l'immigration dans la sociologie urbaine italienne.

La politique familiale a une très grande importance et cherche à avoir une influence sur le peuplement. A Bologne, l'objectif de la politique familiale pour les quartiers centraux et péricentraux est de permettre aux jeunes couples modestes de pouvoir y habiter.

« Même si les changements économiques et sociaux de la fin de la moitié du XXème siècle n'ont pas affaibli les liens entre les générations qui caractérisent les pays européens, il y a un risque important dans le contexte bolonais que les liens se déstructurent à cause de la hausse de l'immobilier. Les jeunes vont habiter en périphérie car le centre est trop cher. L'objectif est donc de permettre aux jeunes couples d'acquérir un logement à proximité de leur famille. »¹ Bologne mais également d'autres villes ou régions ont ainsi mis en place un fonds de soutien aux jeunes couples. Dans la région du Piémont, l'aide est particulièrement élevée lorsque le logement acquis à proximité de celui d'un membre de la famille se situe dans une zone de requalification ou de réhabilitation urbaine.

Les aspirations et les comportements individuels, soutenus par les politiques publiques sont également en quête d'un entre- soi principalement familial² tandis qu'en France c'est un entre- soi social qui est recherché. Cette différence peut s'expliquer par les évolutions différentes qu'ont connues ces deux pays. P.GENESTIER (2004) explique qu'en France, la montée en puissance de l'Etat Providence et les garanties apportées par le statut salarial durant les Trente Glorieuses ont rendu inutiles ou contre-productives la sécurisation par l'espace de proximité où s'activaient les relations d'entraides familiales. Les trente années suivantes de crises économiques et sociales caractérisées par un effritement du statut salarial et la précarisation ont remis en selle le rôle traditionnel de l'espace. L'Italie, elle, n'a pas bénéficié d'un tel interventionnisme public ce qui a favorisé la persistance du modèle familial et des solidarités intergénérationnelles.

¹ P. DONATI, La politica familiare a Bologna. Sfide e innovazioni (La politique familiale à Bologne, enjeux et innovations), Centro studi e documentazione sulla famiglia, Comune di Bologna, 2005.

² A noter que la recherche de l'entre- soi familial n'est pas incompatible avec l'idée d'une certaine mixité sociale notamment dans le cas italien car le phénomène de « reproduction » est troublé par un marché du travail où règne une vaste secteur informel . En effet comme le met en valeur M.OBERTI dans l'ouvrage cité précédemment, d'une part le phénomène de double activité est très fréquent (à Bologne, 40% des actifs des services techniques communaux ont deux emplois) et d'autre part il n'est pas rare qu'au cours d'une vie, un individu commence très bas et finisse à une position élevée.

Au fil des années, le Parti Communiste Italien a vu son poids s'amenuiser en Italie et à Bologne. En 1999, après cinquante quatre années de municipalité de gauche, Bologne a basculé au centre-droit. Le système de gestion communiste des années 70 n'a pas perduré et à une réflexion fondamentalement basée sur le concept de lutte des classes a succédé une réflexion culturellement plus proche de la tradition italienne concentrée sur la famille.

4.2. Les nouveaux Conseils de quartier : entre recherche d'efficacité en terme de gestion et innovation en terme de participation

Les Conseils de quartier aujourd'hui ont une nouvelle organisation. Ce sont des instances composées d'un bureau où se réunissent des membres politiques élus par l'ensemble des habitants du quartier, pouvant donc se situer dans l'opposition par rapport à la municipalité centrale. En ce sens, ils ressemblent aux mairies d'arrondissement instaurées par la loi PLM en 1982 en France. Ils ont gagné en autonomie politique, en pouvoir d'action et en capacité financière. Ils disposent d'un budget propre destiné principalement aux dépenses de fonctionnement des services administratifs déconcentrés et aux dépenses de fonctionnement et d'investissement en matière de services sociaux et d'équipements publics.

Ils restent cependant le lieu de la participation des habitants à la vie de leur quartier et ressemblent ainsi aussi aux Conseils de quartier instaurés en France en 1992. Toutes les réunions du bureau sont publiques, les habitants sont invités à s'exprimer dans tous les domaines de compétences des quartiers et lors des réunions de concertation organisées par la mairie centrale. Des commissions sont mises en place à l'initiative du bureau ou des habitants sur des thèmes de réflexion divers. Un responsable technique supervise chaque commission afin de garantir la transmission des propositions à l'autorité locale et de formuler la demande citoyenne en projet de quartier.

Ces commissions sont en général composées d'un nombre de membres défini a priori. Cependant certains quartiers comme celui de Savena ont décidé d'ouvrir leur commission afin que chaque citoyen puisse participer, discuter et décider sur des sujets concernant le quartier ou la commune, à tous moments. La conséquence de ce fonctionnement flexible alliant efficacité juridique et technique et proposition de dialogues à la carte a eu pour conséquence une augmentation significative de la participation et de la citoyenneté des habitants. Ainsi de 257 participants en 2000, la Commission Environnement, Urbanisme, Transport et Logement est passée à 584 participants en 2004.

Il est intéressant par ailleurs de souligner que la ville de Bologne reste le lieu des innovations en matière de dispositif de participation des citoyens. Face au déclin de la participation au sein des instances de quartier et afin de démocratiser les moyens d'information et de communication, la ville de Bologne a mis en place le premier réseau citoyen gratuit ouvert à tous Iperbole en 1993. « Il faut que l'information qui, en règle générale, ne circule que dans un sens - de l'administration vers les citoyens - devienne multidirectionnelle. Il ne faut plus demander à la population de dire "oui" ou "non", mais intégrer ses projets dans la politique de l'administration centrale » , explique le fondateur d'Iperbole, S. BONAGA (2006). Sur ce réseau les citoyens peuvent s'informer, participer aux forums de discussions sur les projets municipaux et même voter à des référendums sur ces projets.

Mais revenons aux Conseils de quartier bolonais. Ceux-ci ont donc beaucoup évolué depuis leur création. De véritable scène d'expression et de participation des habitants, ils sont devenus des instances de gestion à l'échelle micro-locale ; d'un objectif de reconquête physique et sociale du territoire par les habitants, ils sont passés à un objectif de politique de welfare.

4.3. Les Conseil de quartier et la question sociale des problèmes d'urbanisme

4.3.1. Constat sur les commissions

Les commissions les plus présentes sont celles concernant la gestion des services sociaux du quartier. A San Donato, quartier pourtant parmi les plus jeunes de Bologne, le budget est littéralement englouti par les dépenses liées aux services sociaux pour les personnes âgées (maison de cure, assistance à domicile) qui représentent 80% de l'enveloppe totale. Les dépenses pour la petite enfance représentent ensuite 10% et les équipements publics et animations pour le sport et la culture, 10%.

4.3.2. Le logement : entre cadre de vie et politique sociale

Le logement ne se situe plus au cœur de la politique de décentralisation des pouvoirs de la ville. Au contraire la politique du logement social a été l'objet d'une restructuration et d'une réorganisation à l'échelle régionale et provinciale.

Le logement ne représente donc plus le fer de lance de l'action des Conseils de quartier. De la question du logement, les préoccupations des Conseils de

quartier se sont au fil des années, en perdant de leurs pouvoirs juridiques d'intervention locale, tournées vers une conception plus globale du logement inséré dans son environnement.

Sur les neuf quartiers, six possèdent une commission traitant du sujet « Casa » (Logement) ou « Habitat » (utilisation du mot français). Parmi ces six commissions, toutes ne traitent pas le sujet de la même manière.

Deux quartiers possèdent une commission qui traite du sujet de l'habitat et du logement dans une perspective sociale :

- le quartier San Donato, commission « Servizi Sociali, Casa, Servizi alla persona, Immigrazione » (Services sociaux, Logement, Services à la personne, Immigration)
- le quartier Reno, commission « Sanità, Politiche sociali, Politiche abitative e della casa » (Santé, Politiques sociales, Politiques de l'habitat et du logement).

Trois autres quartiers traitent le sujet de l'habitat et du logement dans une perspective plus territoriale, s'intéressant à la mobilité et à la qualité des espaces publics :

- le quartier Porto, commission « Assetto del territorio, Mobilità, Edilizia residenziale, Verde pubblico » (Equipements du territoire, Mobilité, Construction résidentielle, Espaces verts)
- le quartier Navile, commission « Mobilità, Assetto del territorio, Casa, Attività produttive » (Mobilité, Logement, Equipements du territoire, Activité productive)
- le quartier Savena, commission « Urbanistica, Traffico e Casa » (questions urbanistiques, Transports, Logement) au sein duquel se trouve un groupe de travail « Travail-Logement » composés de 15 personnes chargées d'étudier les évolutions du marché de l'immobilier et de trouver des solutions adaptées.

Enfin, seuls deux quartiers ont une commission qui traite exclusivement de la question du logement et de l'habitat :

- le quartier San Vitale, commission « Politiche della casa » (Politique du logement)
- le quartier Borgo Panigale, commission « Politiche abitative e Casa » (Politique de l'habitat et du logement).

Il intéressant d'observer que tous les quartiers se targuent d'avoir le souci de prendre en compte la question du logement excepté les deux seules quartiers

situés à cheval entre le centre historique et la zone collinaire, les deux territoires les plus élitistes et âgés de Bologne.

On observe par ailleurs que les deux quartiers ayant une commission exclusivement consacrée au thème du logement sont des quartiers traditionnellement ouvriers ou universitaires, situés à proximité du centre historique et sont d'autre part présidée par des élus communistes.

Les quartiers ayant une commission à dominante sociale sont ceux ayant un fort taux de logement social.

4.3.3. Les commissions habitat : relique du passé ou opération de communication ?

Aujourd'hui, les Conseils de quartier ne disposent plus d'aucune compétence en matière de politique de l'habitat, du logement ou de maîtrise foncière comme à leur création. Certes, la situation du patrimoine immobilier bolonais n'a bien sûr plus rien à voir aujourd'hui avec celle des années 60-70 cependant, si le patrimoine immobilier des zones centrales et péri-centrales est de bonne qualité, il subsiste quelques îlots répartis de manière diffuse qui enregistrent des taux de vacance importants et où des travaux de réhabilitation seraient nécessaires¹. Le manque de logements est par ailleurs criant et les prix du foncier exorbitants à l'achat comme à la location, Bologne étant devenue une des villes les plus chères d'Europe.

Malgré l'incompétence en la matière, certains Conseils de quartier disposent d'une commission intitulée « Logement » ou « Habitat » comme nous l'avons vu précédemment. Il semble que l'affichage public de ce thème au cœur des préoccupations du quartier représente plus un symbole qu'un enjeu véritable pour les Conseils de quartier. Ainsi un conseiller du quartier San Donato explique que *« même si le quartier n'a aucune compétence, le thème « Casa » est intégré à la réflexion de la commission dans le sens où la vie du quartier subit les effets du patrimoine »*. (entretien du 20 mars 2007).

Les quartiers ont pour vocation de s'occuper du développement des services sociaux dans le cadre d'une politique du welfare et pour mener à bien cette réflexion il est nécessaire de bien connaître le parc immobilier, ses occupants, ses problèmes. Le rôle de cette commission n'est donc pas de réagir ou de participer aux politiques de l'habitat de la Commune, de la Province et des organismes de logements sociaux. Elle joue plutôt un rôle de régulation des effets extérieurs à

¹ On trouve ces îlots essentiellement dans les zones péri-centrales de première couronne, dans les quartiers San Vitale (habité par une majorité d'étudiants) et Saragozza (habité par un public majoritairement âgé) par exemple.

travers une politique d'intervention sociale sur le tissu d'aides et de services à la population. Si elle est informée des projets de l'ACER, l'agence régionale pour le logement social, elle ne participe en aucun cas au processus de décision.

4.3.4. Les questions de l'habitat et du logement à la périphérie ou au centre des préoccupations des Conseils de quartier ?

Ainsi de manière générale, exception faite des quartiers possédant une commission exclusivement Habitat dont il a été impossible de connaître les travaux, lorsque la question du logement et de l'habitat est traitée en commission par un quartier, elle est toujours reconsidérée dans un contexte plus large s'intéressant aux infrastructures de transport, au cadre de vie, aux services sociaux à développer en conséquences... alors que dans les années 70, des commissions se chargeaient exclusivement de la question des loyers, de la qualité architecturale des logements etc. ... C'est aussi une manière consensuelle de faire la ville ensemble en évacuant les polémiques concernant la dimension sociale des problèmes d'urbanisme.

La conception globalisée des thèmes du logement et de l'habitat paraît logique dans une perspective de mieux intervenir sur ces sujets. Cependant, du fait de l'absence de compétences des quartiers en la matière, il semble que le thème ne soit que très rarement évoqué pour lui-même comme dans la commission « Travail-Logement » du quartier Savena qui se préoccupe des conséquences de l'inflation des prix de l'immobiliers sur le contenu social et le tissu économique de son quartier.

A la fois cœur déterminant et centre intouchable des interventions des quartiers, les questions sociales portant sur le logement, l'habitat et les prix immobiliers sont reléguée à la périphérie des préoccupations majeures des Conseils de quartier.

Les questions touchant aux processus ségrégatifs et à la gentrification à l'œuvre dans la ville ne sont pas traités par les Conseils de quartier.

4.4. Les structures associatives, (ré)actrices face aux problèmes sociaux liées au logement.

Du caractère essentiellement gestionnaire de services sociaux de l'activité des Conseils de quartier naît chez les habitants le sentiment d'un manque d'initiatives populaires sur les thématiques sociales touchant au logement. L'institution « Conseil de quartier » ayant perdu cet objectif au profit de la gestion d'une politique de welfare, c'est aux associations de prendre le relais et de réagir sur les questions sociales concernant le maintien des populations en place dans des conditions acceptables, la résolution du problème de manque de logement, etc. ... comme le montre l'expérience du quartier San Donato.

4.4.1. Exemple d'un affrontement entre un collectif d'habitants et un Conseil de quartier

C'est justement cette absence de réaction face aux processus décisionnels concernant le logement qui a été reprochée en octobre 2006 par des collectifs indépendants défendant le droit au logement au Conseil de quartier de San Donato.

Sur le thème de l'occupation de quelques logements sociaux par ce collectif, le conseiller en charge de la Commission « Services sociaux, Logement, Services à la personne, Immigration » était mal à l'aise lors de l'entretien. C'est un sujet politique qui a fait couler beaucoup d'encre lors duquel le Conseil de quartier a été jugé « mou » par une partie de la population.

Les faits sont les suivants. En octobre 2006, les collectifs pour le droit au logement composés de travailleurs précaires, d'immigrés, d'étudiants et de familles se sont emparés d'une centaine de logements sociaux vides et à l'abandon, propriétés de l'ACER et les ont attribués à des personnes qui n'avaient pas réussi à obtenir un logement avec l'ACER. Une cinquantaine d'activistes sont intervenus lors du Conseil Municipal en présence du responsable du logement. Au même moment, une centaine de policiers ont été envoyés sur place pour libérer six appartements de leurs occupants.

Le Conseil de quartier s'est prononcé contre cette occupation illégale et a essayé de communiquer avec tous les acteurs, optant ainsi pour un « comportement équilibré ». Aucune explication sur la légitimité des revendications des habitants n'a pu être obtenue, en revanche, une explication légitimant la position de l'ACER a été développée. L'ACER, société mixte régionale pour la production de logements sociaux fait face à une crise économique, fonctionnelle (graduation rigide pour la sélection des bénéficiaires au logement qui empêchent un

turn-over des populations) et institutionnelle (loi sur les appels d'offre) qui l'empêchent d'entretenir et d'attribuer son patrimoine de manière rapide.

A la question : sans ce mouvement, le conseil de quartier aurait-il réagit d'une manière ou d'une autre face au problème soulevé par le collectif, aucune réponse n'a été donnée.

On observe à travers cette expérience la mise en valeur de ce qui est vécu par les habitants touchés par des problèmes de logements comme une crise de légitimité du Conseil de quartier et de sa Commission.

Suite à ces altercations verbales et physiques, des solutions certes précaires mais plus satisfaisantes ont été trouvées pour ces habitants. Le système d'attribution des logements a également été changé, indépendamment de cette expérience, car de nombreux dysfonctionnements avaient déjà été constatés. On peut se demander cependant si en l'absence de cette réaction vive et musclée des collectifs, le Conseil de quartier aurait fini par s'intéresser à ces habitants en situation précaire et si plus tard, les habitants révoltés auraient eu recours au Conseil de quartier pour exprimer leur détresse. C'est en effet une commission très suivie par les habitants puisqu'ils sont en moyenne une centaine à chaque réunion, parmi lesquels des syndicats de locataires, les acteurs du Centre interculturel du quartier...

4.4.2. Un partenariat association- quartier pour le logement des personnes âgées et des étudiants

Paradoxe révélateur de la substitution du rôle initial des Conseils de quartier par la structure associative, c'est dans un des deux seuls quartiers n'étant pas pourvu d'une Commission traitant des thèmes « Habitat » ou « Logement » que l'on trouve un exemple de partenariat association- quartier, à l'initiative de l'association, ayant vocation à résoudre un des problèmes sociaux liés au contexte immobilier et social urbain : le manque quantitatif de logements et l'absence de logement à loyer modéré pour les étudiants d'une part et d'autre part, le maintien des personnes âgées à domicile dans des situations d'isolement social mais habitant des logements trop grands par rapport à leurs besoins (les appartements doivent disposer d'une chambre complètement indépendante pour l'étudiant). Il s'agit de l'expérience « Habiter ensemble » mené sur le territoire du quartier Santo Stefano issue d'un contrat stipulé en mars 2006 entre la commune de Bologne, le Quartier Santo Stefano et l'association « Familles ensemble ».

Le Quartier offre un cadre institutionnel et organisationnel à l'activité de l'association. Il permet de développer des partenariats concrets et sérieux avec

d'autres institutions afin de sélectionner efficacement les candidats étudiants (l'Université de Bologne et en particulier le « Centro tutorato studenti internazionali » et le « Centro Poggeschi », très fréquentés par les jeunes étudiants à Bologne mais originaires d'une autre ville) et les personnes âgées (les Confédérations SPI-CGIL de Bologna et à l'Associazione Auser) souhaitant expérimenter cette cohabitation temporaire.

Cette initiative permet par ailleurs de soulager le poids financier des dépenses à charge du budget des Quartiers liées au développement des aides à domicile pour les personnes âgées. « L'objectif est : d'améliorer la qualité de vie des habitants âgés à travers une relation quotidienne avec un jeune étudiant dont la présence assure dans la journée des occasions de compagnie et des échanges et la nuit une source de tranquillité et d'offrir aux étudiants un logement gratuit, avec la garantie de disposer d'une chambre et l'opportunité d'instaurer un rapport solidaire dans une atmosphère de type familiale » (Plaquette de présentation du Conseil de quartier, novembre 2006).

Cet aspect purement gestionnaire peut expliquer en partie le fait que le Quartier ait été intéressé par le projet de cette association.

Synthèse

Alors que dans les années 70 on assistait à une forte décentralisation des pouvoirs et des services administratifs dans les quartiers et à une forte demande sociale de participation des habitants pour une maîtrise des transformations physiques de leur quartier, il semble qu'aujourd'hui les questions sociales touchant le logement et les problématiques liées à l'habitat en général émergent faiblement dans les préoccupations des Conseils de quartier. Les logiques économiques ont eu raison des logiques de cohésion sociale prônée par la municipalité communiste, basée sur la croyance en la capacité du lien territorial à générer une solidarité sociale.

Nous sommes donc amenés à faire deux constats.

Le premier constat est celui d'un décalage dans le temps des préoccupations des Conseils de quartier face aux questions de logement et du processus de gentrification : de principal champs d'action dans les années 70, il est tombé dans le domaine de l'oubli.

Cette transposition va de paire avec un changement des politiques municipales. Du modèle de cohésion sociale prônant l'autogestion et la mixité sociale par la municipalité communiste dans les années 70, on est passé à un modèle néolibéral caractéristique de nos sociétés contemporaines, où l'action publique doit être seulement régulatrice des effets externes les plus négatifs.

Dans une société italienne où plus que la question du logement et l'enjeu de la mixité sociale, c'est celle du vieillissement de la population qui préoccupe les puissances publiques, les Conseils de quartier sont devenus des organismes gestionnaires des services sociaux et des partenaires des décisions publiques. Faute de compétence en la matière, les Conseils de quartier ont plus ou moins abandonné la question du logement pour se tourner vers celle de l'environnement social et physique dans lequel il s'insère.

Les Quartiers ont évolué et ne sont plus les garants d'un contrôle populaire des transformations urbaines mais plutôt une institution gestionnaire des services sociaux déconcentrés. Ils traitent la dimension sociale des transformations urbaines du point de vue de l'offre de services et non du point de vue de l'évolution du contenu social et de ses attentes en matières de logement. Cela s'explique par l'absence de compétences et de moyens d'actions réels en la matière et surtout par

la décentralisation de la politique sociale menée par la ville de Bologne depuis les années 90 ayant attribué aux Quartiers un rôle clé.

Les Quartiers ne jouant donc plus ce rôle d'instance organisant le contrôle populaire des transformations urbaines notamment sur les questions liées au logement et au maintien des populations sur place, ce sont les structures associatives qui ont pris le relais et s'intéressent au phénomène. Face à la faiblesse de réaction des instances représentatives, on constate que c'est le local émergeant sous forme de groupes d'intérêts, lors d'initiatives plus ou moins formelles qui exprime et réagit sur les questions liées au marché de l'immobilier et aux inégalités de logement qu'il produit.

Partie III.

**Le discours social des
associations de sauvegarde de quartier
et des conseils de quartier
en France**

1. Le contexte français

1.1. Luites urbaines et émergence des processus participatifs

Il faut attendre 1992 pour qu'apparaissent en France les premiers cadres administratifs d'une participation des habitants à la vie de leur quartier. Faute d'instances adéquates, la forme associative se développe énormément notamment dans les années 80.

Dans les quartiers anciens péricentraux ne bénéficiant pas d'une protection patrimoniale, apparaissent des associations de quartier qui militent contre la destruction de leur quartier, contre la construction d'îlots modernes et pour leur réhabilitation. A Paris, l'association La bellevilleuse née en 1989 s'insurge contre un projet de ZAC qui anéantit le quartier du Bas-Belleville, à Lyon les Comités d'Intérêts Locaux comme « Sauvons les Pentes à la Croix-Rousse » militent contre la destruction de certains îlots dégradés et reconstruits. Militant pour la préservation d'un cadre de vie, comment la dimension sociale de ces aménagements urbains est-elle traitée par ces associations ?

A partir de 1992, des cadres de la participation sont proposés par certaines municipalité, le plus souvent de gauche au départ. Le 20^{ème} arrondissement de Paris qui a été le théâtre de la mobilisation des habitants contre le projet de ZAC est un arrondissement pilote. Comment ces Conseils de quartier situés dans des quartiers à forte mixité sociale et où s'observe une tradition de militantisme social forte traitent-ils la dimension sociale des problèmes d'urbanisme ? Les liens sociaux territoriaux qui s'y développent transcendent-ils les différences sociales ? Dans quelles mesures la démocratie de proximité génère-t-elle des solidarités sociales ?

Avant de s'intéresser particulièrement aux Conseil de quartier, nous allons nous intéresser tout d'abord aux associations de quartier qui ont été les actrices de la mobilisation des habitants face aux problématiques que connaissait leur quartier avant que les Conseils de quartier ne voient le jour. Cela nous aidera à mieux définir les cadres des premières fortes mobilisations des habitants dans le quartier afin de mieux comprendre la place de la dimension sociale des problèmes d'urbanisme au sein des Conseils de quartier actuels.

1.2. Présentation des études de cas

1.2.1. Lyon et le quartier Les Pentes dans le 1^{er} arrondissement

A Lyon, le contexte de la participation des habitants est fortement influencé par le réseau des Comités d'Intérêts Locaux, un réseau d'associations de quartier ancien parvenu à jouer un rôle réel dans les prises de décisions concernant les quartiers mais aussi des politiques plus globales concernant le Grand Lyon. Leur fonction est quelque peu remise en cause par l'émergence des Conseils de quartier.

- **Les Comités d'Intérêts Locaux : une force participative**

Les premiers Comités d'Intérêts Locaux (C.I.L.) de l'agglomération lyonnaise sont nés de la mobilisation des habitants pour leur environnement immédiat concernant la voirie, les dessertes de tout-à-l'égout, etc. ... à la fin du XIX^{ème} siècle (T.JOLIVEAU, 1987). Leurs préoccupations locales attachées à un territoire précis ont vu leurs fondements évoluer et ont acquis une dimension plus globale. Le nombre de CIL s'est en particulier développé dans les années 60, au moment où la ville s'étend et où de vastes opérations de rénovation et d'embellissement sont réalisées. Afin de coordonner l'action des CIL et de peser d'avantage dans les questions d'avenir de l'agglomération, l'Union des Comités d'Intérêts local est fondée en 1960. C'est aussi à cette époque que l'agglomération de Lyon se structure et que le centre de Lyon fait l'objet d'un Périmètre de Sauvegarde et de Mise en Valeur selon les objectifs de la Loi Malraux de 1962.

Au fil des années, l'UCIL s'est imposée comme partenaire incontournable des décisions en matière d'urbanisme et d'aménagement prise par la municipalité de Lyon. Dans son étude interrogeant l'avenir des CIL lyonnais, M. AMZERT (2000) explique ce tour de force par la capacité du système associatif à entretenir un dialogue « policé, tenace et courtois » avec les élus, sa capacité à s'assurer des relais entre élus et techniciens et sa volonté d'élaborer une « concertation propositionnelle » avec les élus selon les mots du Président de l'UCIL.

L'association « Sauvons les Pentes » naît en 1989 en même temps qu'une autre association située sur le Plateau de la Croix Rousse intitulée « La Croix Rousse n'est pas à vendre ». Ces deux associations qui rejoindront l'UCIL en 1989 sont nées de la mobilisation de quelques habitants militant pour la préservation du cadre de vie de leur quartier. Ayant rejoint l'UCIL, « Sauvons les Pentes » devient

un véritable contre-pouvoir, capable de faire annuler certains projets de la municipalité.

- **Un quartier en voie de gentrification**

Le quartier des pentes de la Croix Rousse se situe à l'est de Lyon, entre Saône et Rhône dans le 1^{er} arrondissement. Il est délimité au nord par un boulevard qui le sépare du Plateau et au sud par le secteur des Terreux. C'est le quartier traditionnel des canuts, soyeux et tisserands qui ont fait la richesse de la ville, caractérisé par une architecture dense d'immeubles et d'appartements hauts de plafonds, de rues étroites, d'escaliers et de traboules...

J.Y. AUTHIER, spécialiste de la gentrification des quartiers lyonnais a observé les mutations sociales de ce quartier depuis les années 60. En perte d'activités dans les années 60-70, le quartier est petit à petit délaissé de ses habitants modestes qui vont habiter en périphérie. Le bâti se dégrade et il faudra attendre les années 90 pour qu'une véritable politique publique de réhabilitation, de revalorisation et de protection soit mise en place.

Longtemps peuplé d'habitants aux revenus modestes, ouvriers, employés et immigrés de l'Europe du sud et du Maghreb, le quartier attire à partir des années 70 une nouvelle population composée en majorité d'étudiants et de travailleurs sociaux issus des couches moyennes. A partir des années 90, le quartier revalorisé par les opérations publiques attire une population encore plus aisée, composée essentiellement de cadres. Cette population voisine aujourd'hui principalement avec une population étudiante en constant renouvellement.

La vie du quartier a également changé. Même si le tissu artisanal reste important, le quartier est devenu un pôle de vie nocturne où se concentrent bars de nuit, sandwicheries turques, restaurants, etc. On y trouve aussi des galeries d'art et quelques magasins de vêtements en gros. Le quartier qui jouxte le centre de Lyon protégé au titre de Patrimoine Culturel de l'UNESCO depuis 200 est également devenu un lieu de fréquentation touristique et séduit par le charme de ses rues serpentineuses, de ses escaliers, de ses traboules, etc. ...

1.2.2. Paris et le quartier Belleville dans le 20^{ème} arrondissement

- **L'association La bellevilleuse**

L'association La bellevilleuse est une association loi 1901 fondée en 1989 par des habitants du Bas-Belleville qui se mobilisent contre un projet de Zone d'Aménagement Concerté visant à détruire 90% du quartier. Suite à l'abandon de ce projet en 1995, grâce aux interventions de l'association, celle-ci devient le partenaire privilégié de la municipalité pour traiter les questions urbaines du quartier. L'association poursuit sa mobilisation afin que la ville de Paris n'abandonne pas toute intervention sur un quartier socialement et physiquement fragilisé.

A partir d'octobre 1996, La bellevilleuse devient un partenaire à part entière, un interlocuteur reconnu et écouté de la ville de Paris, étroitement associé à la confection et à la mise en œuvre des projets d'aménagements du quartier.

- **Le gentrification du quartier**

Le quartier de Belleville se situe à l'est de Paris, dans le 20^{ème} arrondissement. Haut lieu des luttes sociales parisiennes et emblème des quartiers ouvriers, le quartier de Belleville connaît, depuis la fin des années 1980, une élévation de sa position sociale (SIMON, 1995). Le changement social à est cependant limité par le poids de l'habitat social, qui représente 30 % des résidences principales et bloque ainsi le ce processus (PINCON, 2004). La gentrification de Belleville devrait rester limitée à la présence de populations à revenus moyens. Le quartier ressemble ainsi à une mosaïque où des rues préservées et gentrifiées jouxtent des secteurs rénovés avec une forte concentration de logements sociaux.

2. La mixité sociale : notion cadre de la mobilisation collective des associations de quartier.

2.1. L'émergence d'un collectif et la montée en généralité

Constituée toutes deux en 1989, elles expliquent dans un récit rétrospectif leur formation comme le résultat d'un processus d'alerte :

« La Bellevilleuse est une association loi 1901 fondée en avril 1989 par neuf habitants du Bas-Belleville alertés par le fait que dans leur quartier la mairie exerce un droit de préemption urbain renforcé. L'association et les habitants vont se battre contre un projet de ZAC particulièrement destructeur (90% du quartier devaient être démolis) même si au cours des années et de l'action de l'association, ce projet a considérablement évolué. Suite à l'abandon de ce projet en 1995, l'association va tout faire que la ville de Paris n'abandonne pas toute intervention sur ce quartier fragilisé et va devenir , à partir d'octobre 1996, un partenaire à part entière, un interlocuteur reconnu et écouté de la ville de Paris, étroitement associé à la confection et à la mise en œuvre des projets d'aménagements du quartier .¹»

« L'association « Sauvons les pentes » est née en 1989 d'une réaction d'un groupe de personnes effarées de ce qu'un promoteur voulait faire de la rue Eugène Pons. Celui-ci souhaitait racheter un ensemble d'immeubles vétustes mais possédant des éléments architecturaux de qualité et en démolir une partie et utiliser un des escaliers typiques du vieux Lyon (il y en a 84 à Lyon). Un groupe d'habitants affolés par cette prolifération anarchique s'est constitué et a décidé de prendre les choses en main. Depuis les objectifs de l'association sont restés les mêmes. Le but principal de l'association est finalement de préserver les habitants du secteur des Pentes du Rhône et d'être un relais entre les habitants et la municipalité.» explique la présidente de l'association (entretien du 30 avril 2007) .

Dans ces deux quartiers, la mobilisation est au départ le fait de quelques habitants, propriétaires et originaires de longue date dans le quartier des Pentes et nouveaux arrivants propriétaires depuis peu dans le quartier de Belleville. Au sein de La bellevilleuse, D. CEFAI (2006) dans son étude sur les cadres de la mobilisation collective a observé que la qualité de propriétaire potentiellement menacé par l'exercice du droit de préemption avait constitué de l'avis même des

¹ Présentation de l'association à une journée d'études du Conseil en architecture, urbanisme et environnement des Hautes Seine, juillet 1997.

intéressés un élément essentiel du processus de mobilisation et de recrutement initial. A Lyon en revanche, c'est l'affectivité au lieu qui a mobilisé des habitants qui n'étaient pas menacés personnellement par ces transformations qui touchaient des immeubles dégradés, habités par une population en marge de la société. Ils se mobilisent au départ contre la « *prolifération anarchique d'immeubles modernes* », « *la dégradation du quartier* », « *la construction dans les dents creuses* ». Les slogans « La Croix Rousse n'est pas à vendre », « De l'air, du vert, pas du béton », « Sauvons les pentes » expriment un cri d'alarme face à la destruction d'un cadre de vie que ces habitants jugent privilégié.

Inquiets pour leurs propres biens comme à Belleville ou inquiets pour l'avenir du cadre de vie d'un quartier auquel ils sont attachés sentimentalement, les premiers militants se mobilisent donc tout d'abord pour la préservation d'un cadre bâti dans lequel ils évoluent.

Cependant, afin d'assurer la crédibilité de leurs revendications et rallier le plus de personnes à leur cause, les militants doivent se référer à des figures du bien commun. A Belleville, anticipant le contre-argument de la municipalité UDF les accusant d'être un groupe de propriétaires soucieux de conserver leur bien, l'association articule ses demandes en terme de « *défense des équilibres sociaux et économiques* », de « *laboratoire expérimental de la mixité sociale* ». La base des militants s'élargit alors et ne compte plus seulement des propriétaires inquiets pour leurs propres biens.

Conçue au départ comme un dispositif de protection d'une catégorie spécifique de la population, l'association devient le dispositif de protection du cadre de vie du quartier. Une autre catégorie d'habitants qui n'y a pas d'intérêts personnels sympathise à sa cause.

A Lyon, « Sauvons les Pentes » élargit de la même manière la base de son discours aux enjeux sociaux et écologiques. Le discours de l'association prend une tournure socialement militante, en prônant « *la défense des équilibres sociaux et écologiques* », « *la lutte contre la spéculation foncière* », « *la défense de l'esprit alternatif croix-roussien* ». Ces thèmes de ralliement sont présentés comme des objectifs dans les comptes-rendus des associations et dans les discours fait à la municipalité. En invoquant l'enjeu social de la spéculation foncière et de la destruction d'immeubles dégradés habités par des populations modestes, l'association a réussi à mobiliser un large éventail de la population du quartier : résidents originaires du quartier, nouveaux arrivants des couches moyennes, militants politiques... de « *ceux des villas aux anar* ».

A cette époque, cette mobilisation prend alors la forme d'une véritable lutte urbaine digne des années 60. A une mobilisation basée au départ sur la préservation d'un cadre bâti se rallie un public plus large composé de militants anarchistes et d'extrême- gauche. Cet élargissement de la base militante donne à cette mobilisation une dimension sociale, symboliquement ancrée dans le passé ouvrier et revendicatif du territoire des Pentes.

Avec cette « montée en généralité » (D. CEFAI), on assiste donc à une recomposition des contours des collectifs et des enjeux de la mobilisation. La dimension sociale des aménagements urbains dénoncés comme des « *machines à vider les quartiers populaires* » agit comme un facteur de mobilisation supplémentaire qui renforce le pouvoir de conviction et de crédibilité de ces collectifs. C'est au plus fort du combat, que la dimension sociale est invoquée de manière importante et que la mobilisation est la plus forte. Au plus fort du combat dans les années 90, alors qu'il s'agit pour La bellevilleuse d'imposer la réhabilitation du quartier en faveur de ses habitants, l'association atteint ce qui sera son maximum d'adhésions : 600. De même à Lyon, c'est au début de la mobilisation que celle-ci est la plus forte : 150 personnes militent au sein de « Sauvons les Pentes ».

Implicitement, cette montée en généralité passe par une transformation du bien logement relevant des intérêts privés à sa transposition en objet symbole d'un « habiter ensemble ».

2.2. Le mythe social du quartier, un thème de mobilisation spécifique aux quartiers anciens

« La montée en généralité » du discours revendicatifs des associations de quartier passe par l'affirmation de la dimension sociale comme principal enjeu de la lutte. Cependant cette dimension sociale ne signifie pas systématiquement dimension solidaire. En réalité cette dimension sociale s'inscrit bien plus au cœur du système de valeurs et de croyances qui ont accompagné la gentrification des quartiers anciens populaires caractérisé par un retour à la rue et à ses ambiances (E. CHARMES, 2005) qu'au cœur d'un investissement solidaire.

Les raisons qui poussent les habitants à s'impliquer renvoient en effet à une image mythifiée du bien-être dans leur quartier caractérisé par la convivialité et le mélange social, deux thèmes de valorisation de l'espace résidentiel des ménages gentrificateurs (C.BIDOU, 1984 ; SIMON, 1995). Dans on étude sur la mobilisation des membres de La Bellevilleuse, D. CEFAI met en valeur les motifs de mobilisation des nouveaux défenseurs du quartiers à partir de 1991: « Leurs descriptions

renvoient à toutes sortes de petits bonheurs qui pour d'autres sonneraient comme des stigma : les gosses qui jouent dans la rue ou dans les cours d'immeubles, les odeurs de cuisine qui flottent sur les trottoirs, les vitrines des commerces ethniques, l'animation des rues chaque soir... » De même à Lyon c'est aussi la préservation d'un « *quartier qu'on aime, vivant, populaire, chaleureux* » qui est mise en jeu comme le montre les résultats d'une enquête auprès des habitants réalisée dans le cadre du Contrat de Ville en 2006.

L'expérience de la mixité sociale vécue dans les espaces publics qui construit l'image positive des gentrificateurs représente donc un des cadres de la mobilisation de cette catégorie d'habitants. La croyance en un idéal de plus en plus prôné par les pouvoirs publics au fil des années « la mixité sociale » constitue donc un facteur de mobilisation contre la destruction. Cela se révèle particulièrement vrai dans le cas de La bellevilleuse où comme le démontre C.CEFAI, l'argument esthétique s'il n'est pas absent des motifs de mobilisation des militants, semble toujours tenu à distance, comme bridé dans les prises de paroles publiques de l'association. C.CEFAI met en valeur trois figures de décontextualisation du quartier émergeant du matériel empirique :

- la sociabilité de « ce quartier populaire multiethnique » est emblématique de l'humanité entière ;
- sa destruction serait une mutilation de l'identité, du territoire et de l'histoire de Paris (de nombreux « appels à la sauvegarde du Paris populaire » sont formulés par l'association);
- ce quartier est un exemple de cohabitation sociale, culturelle et religieuse et le procès de concertation et de réhabilitation un modèle à suivre.

A Lyon, la dimension patrimoniale mise en valeur n'exclut pas la préservation d'une dimension sociale propre à l'histoire du quartier, « *le Lyon populaire d'autrefois* ».

2.3. La solidarité sociale, une conséquence de l'inaction publique

A Belleville, la dimension sociale prend une dimension solidaire contre les injustices face aux conditions de logement dans la mobilisation de l'association.

Pour certains habitants, plus que la préservation d'un cadre de vie, c'est la perception des injustices face aux conditions logements qui les ont amenés à se mobiliser. D. CEFAI montre que les cadres d'injustices à travers lesquels

s'expriment les membres de l'association ont pour origine une épreuve sensorielle : mauvaise odeur, bruits des rats qui courent dans les taudis... Les membres actifs qui cherchent à mobiliser leur entourage utilisent ces descriptions de la misère voisine pour les convaincre d'adhérer à leur cause.

Cependant au départ pour l'association, l'enjeu des conditions de logements des plus modestes ne représente pas le motif principal de la mobilisation. Il s'impose comme enjeu de la mobilisation à partir du moment où l'annulation du projet de ZAC est garantie. En octobre 1996, coup de théâtre, le nouveau Maire de Paris, Jean Tibéri, décide d'annuler le projet de ZAC et prônant « un urbanisme à visage humain », propose l'élaboration d'un nouveau projet en partenariat avec les habitants et notamment La bellevilleuse, désignée comme partenaire officiel car elle a été reconnue comme interlocuteur constructif. A partir de 1996, l'association se bat alors pour la réhabilitation du quartier.

La solidarité sociale exprimée à l'égard des populations modestes logeant dans des conditions déplorables passe du statut de cadre de la mobilisation collective en vue de l'annulation d'un projet à motif principal de la mobilisation.

« L'objectif de l'association La bellevilleuse était de lutter contre le projet de rénovation urbaine. Mais comme la ville ne menait pas à bien le relogement, on a mis en place une mission logement. C'était une conséquence du premier objectif car la ville ne menait pas à bien le projet. » (entretien du 27 avril 2007 avec le Président de La bellevilleuse).

Fort de sa connaissance du quartier et des préoccupations des habitants, l'association au départ s'investit alors dans la question sociale concernant le relogement et met en place une mission de suivi social. Ce suivi social réalisé auprès des habitants du quartier concernés consiste en une diffusion de l'information, une aide aux formalités pour le relogement dans le parc social, mais aussi d'assistance sociale de fait pour aider une population parfois très modeste, non francophone, voire analphabète. Forte du succès de l'opération à laquelle elle a contribué, l'association décide alors sous la houlette de la mairie de Paris d'en faire bénéficier d'autres quartiers de Paris confrontés à une opération de réhabilitation. Cette mission est subventionnée par la Mairie de Paris et la SIEMP.

« On s'est fait la main et une réputation sur la manière de faire ce genre d'opérations » (sur le phasage précis, l'accompagnement des familles, le suivi du relogement, etc. ...) c'est pourquoi, l'association a développé une mission logement, au fonctionnement indépendant de l'association », explique le Président de l'association (entretien du 27 avril 2007).

2.4. La dimension sociale des problèmes d'urbanisme : une montée en généralité nécessaire dans les contextes de crise du quartier ?

Près de vingt ans après la création de ces associations de quartier, la dimension sociale a presque totalement disparu de leurs ambitions.

A Lyon où elle n'a jamais été l'objet de revendications spécifiques quant aux conditions de logements des habitants par exemple comme l'explique les responsables des deux associations, les acquis de « Sauvons les Pentes » touchent à l'aménagement urbain du quartier : baisse de la hauteur des immeubles passée de 23m à 19m, création d'espaces verts, obtention de la réhabilitation de certains logements plutôt que de leur destruction... Le CIL est devenu un partenaire de la municipalité lors des aménagements réalisés dans le quartier. C'est aussi un relais entre les habitants et la municipalité pour exprimer les problèmes quotidiens rencontrés dans l'espace public (nuisances, stationnement...)

La mémoire alternative du quartier retient pourtant l'émergence du collectif « Sauvons les Pentes » comme une lutte symbole typique de l'esprit revendicatif du quartier au passé populaire. Ce slogan est conservé par l'association en souvenir fétiche d'une lutte urbaine qui a participé à fonder l'identité collective territoriale.

La spéculation foncière qu'ils se targuaient de combattre n'est même plus un sujet de discussion au sein du CIL.

« On a conscience du problème du foncier mais on se sent complètement dépassé, explique un membre du CIL « La Croix Rousse n'est pas à vendre », et d'ailleurs il y a moins d'opérations immobilières puisque tout a été construit » (entretien du 30 avril 2007 avec la Présidente du CIL « Sauvons les pentes ») .

Parallèlement à cette évolution, le nombre de militants est retombé très rapidement. Au nombre de 150 en 1989, il tombe à 60 dans les années 90 et ne sont plus que 10 en 2007. Les préoccupations de « Sauvons les Pentes » n'ont donc pas réussi à mobiliser sur le long terme les habitants du quartier. Elles ne correspondent pas non plus aux attentes d'une population connaissant une grande diversité sociale. Alors que les mobilisations des années 90 pour « *la préservation de l'esprit croix-roussien* » avait réussi à mobiliser des personnes appartenant à des catégories sociales différentes représentant un large éventail des aspirations diverses de la population du quartier, aujourd'hui, « *la préservation du cadre de vie* » consistant en un travail sur les espaces publics n'intéressent plus qu'une faible

partie de la population. Les membres et les sympathisants de l'association sont tous issus du milieu enseignant ou cadres.

A Paris, La belleveilleuse a elle aussi changer son fusil d'épaule. Si l'association a mobilisé rapidement les habitants (au fort du combat dans les années 90, ils seront près de 600 adhérents), c'est grâce à l'aspect démentiel du projet proposé par la municipalité alors que la culture du patrimoine urbain est en marche et que de nombreux outils ont été mis en place pour le préserver (PSMV en 62, OPAH en 77...).

« Le projet des années 90 était complètement délirant, insensé, c'était facile de se mobiliser contre ce projet ». « On a eu de la chance parce que ces gens (la municipalité parisienne du maire UDF Mariani) étaient des caricatures d'un autre temps, à tous les niveaux autant du point de vue de l'urbanisme que des rapports avec les gens... » explique le Président de La Bellevilleuse (entretien du 27 avril 2007).

2.5. Passé l'état de crise, une mobilisation collective pratiquant l'entre-soi centrée sur le cadre de vie physique

2.5.1. L'attachement à un quartier et à son patrimoine, motif principal de la mobilisation collective

Passé l'état de crise existentielle du quartier, à Lyon comme à Paris, la mobilisation collective des associations de quartier se recentre sur les thématiques du cadre de vie physique.

D.TROM a mis en évidence à propos des revendications écologiques portant sur la nature « spatialisée » que l'argument esthétique est le seul qui reste aux militants après que ceux-ci ont épuisé les arguments classiques de l'effet pervers et de la mise en péril. C'est en raison de sa beauté et de sa singularité qu'un paysage vaut la peine d'être défendu : sa dimension d'universalité réside dans son unicité la plus absolue.

Dans le cas de la mobilisation lyonnaise, la singularité du patrimoine urbain est le principal motif de mobilisation des habitants qui s'approprie leur quartier.

« Nous ne sommes réunis que par la passion de sauvegarder notre quartier. La Croix Rousse est un quartier que l'on ne quitte que contraint et forcé... (...) Moi, je m'occupe des tags sur les beaux murs en pierre dorées de nos pentes » (entretien du 30 avril avec la Présidente du CIL. « Sauvons les pentes »).

La belleveilleuse quant à elle s'investit dans la participation aux politiques d'aménagements urbains mis en place au sein des Conseils de quartier (notamment

au sein du Conseil de quartier de Belleville dans le 20^{ème}). L'association s'est fortement investie dans l'élaboration du nouveau PLU de la mairie de Paris, à l'échelle du quartier comme à l'échelle de la ville sur les thèmes des aménagements urbains, de la circulation, du patrimoine, de l'espace commercial... Elle a également participé à l'évolution des projets suivants : augmentation significative du nombre de bâtiments notés au titre la protection du patrimoine, mise en place de "filets de hauteurs" (limitant les hauteurs des façades sur rue d'immeubles référencés sur la cartographie), linéaires des rues à l'activité commerciale protégée accru d'un certain nombre de rues secondaires, etc...

Les demandes générales formulées par La bellevilleuse dénotent d'une bonne appréhension de ce qui définit le cadre de vie que l'association cherche à préserver : un cadre de vie riche par son architecture et la qualité de ses espaces publics, son économie artisanale et sa mixité sociale.

2.5.2. Quelles évaluations des changements sociaux en marche dans le quartier ?

Si les deux association ont à terme (et ce très rapidement dans le cas du CIL lyonnais) renoncé à s'intéresser aux questions sociales, elles ne nient pas les changements sociaux engendrés par les mécanismes immobiliers à l'œuvre dans le quartier. La bellevilleuse en particulier entretient un discours très mitigé sur les évolutions du quartier :

« **Si l'action de La bellevilleuse a contribué**, en revendiquant le relogement sur place de tous les habitants qui le souhaitaient, à travers son exigence de construction et de réhabilitation de programmes de logements sociaux, **à préserver le droit à la ville pour les populations défavorisées du quartier, elle n'a pas pour autant contribué à figer le quartier**. Celui-ci a évolué, au gré des transactions immobilières, et s'est en partie « gentrifié ». **De sorte que la mixité sociale et culturelle du quartier, mise en avant par La Bellevilleuse, dès la fin des années 80, s'est en quelque sorte amplifiée et presque exacerbée**. La confrontation des cultures et des modes de vie y est ici un exercice au quotidien avec ses difficultés et ses richesses. Bref, tout ce qui fait le mélange propre à ce quartier (« Belleville terre de contrastes » pourrait titrer un documentaire en mal d'inspiration) en fait sa spécificité » (Rapport d'activité 2005 de La bellevilleuse)¹.

Malgré le constat mitigé d'une mixité qualifiée d'adjectifs exprimant l'excès, « exacerbée », d'« une mixité par le haut » ou d'une « mixité provisoire », l'association se rassure et conforte ainsi sa nouvelle position plus urbaine et moins

¹ La bellevilleuse, Rapport d'activité, exercice 2005, mai 2006.

social en évoquant le phénomène réel de freinage du phénomène grâce à la présence des 30 % de logements sociaux à laquelle elle a contribué.

Elle explique aussi son absence de réaction sur ce sujet par un sentiment d'incapacité voire même d'illégitimité à pouvoir soulever en profondeur ces questions. Les militants de La bellevilleuse sont en effet parmi les premiers acteurs gentrificateurs de cette évolution à la hausse du marché de l'immobilier dans leur quartier.

*« Tout le monde en a pris conscience mais il n'y a pas grand-chose à faire, sauf avoir une politique beaucoup plus autoritaire, étatique et cela n'est pas l'objectif de tout le monde. C'est comme ça et on peut rien, sauf peut-être en réalisant des préemptions massivement ou en émettant des lois comme celle contre les ventes à la découpe. **Mais ce problème dépasse celui des quartiers.** C'est un phénomène incontournable, c'est la question de la propriété privée, les gens sont libres de disposer de leurs biens (...) Notre opération concernant la reconstruction a permis de réaliser un tiers du parc de ces quatre îlots en logement social. C'est un point qui freinera forcément le phénomène à terme. Par ailleurs, les immeubles de l'OPAH sont théoriquement protégés pendant neuf ans mais : 1. c'est un moyen de contrôle pas suffisant et 2. au bout de neuf ans les choses reprennent rapidement »* (entretien du 27 avril 2007 avec le Président de La bellevilleuse).

S'il est vrai que le problème dépasse l'échelle du quartier car ce dernier est intégré à une dynamique globale de transformations urbaines, c'est pourtant bien à une échelle micro-locale inférieure à celle du quartier qu'ont été menés des combats contre les ventes à la découpe, contre la hausse des loyers du parc social etc. ... menées la plupart des temps par des associations de locataires.

Si le problème dépasse l'échelle du quartier mais dépasse aussi celle de l'immeuble inséré dans un quartier et puisque certaines pratiques ont fait l'objet d'un dispositif légal plus précis suite à des réactions d'associations, la bonne échelle pour sinon traiter, faire émerger les problèmes engendrés par ce phénomène n'est-elle pas finalement le quartier, d'autant que des dispositifs d'écoute et de prise de parole existent, comme les Conseils de quartier ?

2.5.3. Le lien territorial confronté à des pratiques sociales valorisant l'entre-soi

- **des militants actifs au profil social homogène**

Les membres actifs et simples adhérents ont un profil socialement homogène. A Lyon, tous originaires du quartier ou presque (la majorité habitent le quartier depuis plus de 30 ans), âgés entre 50-70 ans, ils appartiennent tous aux couches moyennes supérieures (cadres, professions libérales, fonctionnaires, etc. ...) et possèdent un capital culturel élevé plus significatif que leur capital économique.

Au départ, à La bellevilleuse comme au sein du C.I.L. des Pentes, les premiers militants à se mobiliser jouissent tous du statut de propriétaires depuis de très nombreuses années. Dans le quartier des Pentes, le profil des militants est fortement ancré dans l'histoire du quartier. La plupart habitent le quartier depuis plus de trente ans, voire en sont originaires. Issus des couches moyennes, leur position sociale s'est cependant élevée avec l'évolution à la hausse de la valeur de leur patrimoine immobilier, ces villas des Pentes de plus en plus prisées.

La conscience de leur statut de propriétaire et donc de leur poids auprès des pouvoirs publics et surtout leur ancienneté dans le quartier, notamment à Lyon confortent les premiers militants dans leur mobilisation.

« La Croix Rousse est un quartier que l'on ne quitte que contraint et forcé, un quartier que l'on aime, qu'on protège. On n'habite là depuis toujours, on pouvait pas laisser faire ça » (entretien du 30 avril avec la Présidente du CIL. « Sauvons les pentes »).

Une fois passé l'état de crise du quartier, mobilisant et renforçant les liens sociaux territoriaux autour d'un objectif existentiel commun, le militantisme en faveur de la sauvegarde d'un quartier et de son cadre de vie recouvrent ses caractéristiques sociales originelles.

- **la recherche de l'entre-soi**

Malgré un discours valorisant la mixité sociale du quartier et l'ambiance populaire et conviviale qui s'en dégagent, celui-ci est confronté à des pratiques militantes engendrant un entre-soi recherché et valorisé en tant que tel, notamment au sein du CIL « Sauvons les pentes ».

« Le nombre restreint d'adhérents (12) favorise une bonne entente entre gens qui partagent la même conception d'une association, un bon niveau culturel et une bonne éducation. Notre association étant apolitique, nous ignorons les idées politiques des uns et

Partie III.

des autres. Nous ne sommes réunis que par la passion de sauvegarder notre quartier. » (entretien du 30 avril avec la Présidente du CIL « Sauvons les pentes »).

Horaires (tôt en début de soirées, modes de communication (internet) et fonctionnement ne permettent qu'à une certaine catégorie de personnes de participer aux activités associatives. Le fonctionnement du « bouche-à-oreille » valorisé par les militants actifs comme preuve d'une solidarité de quartier a en effet ses limites : celles de l'interconnaissance.

« Nous avons près de 120 adhérents auxquels il faut ajouter les sympathisants (environ 200), puis ceux qui ne font rien, n'ont pas répondu aux questionnaires, ou aux invitations à nos réunions mais néanmoins nous connaissent bien. Par exemple, dans une copropriété de 12 logements, il va n'y avoir que deux adhérents mais par les relations de voisinage, les autres nous connaissent, j'ai pu m'en rendre compte. (...) Il y a beaucoup de rencontres dans la rue entre nous et les adhérents qui sont l'occasion de leur parler des derniers points sur lesquels on travaille. Nous nous faisons connaître par les invitations à nos réunions affichées dans les allées et par le bouche -à- oreille. Nous ne pouvons pas non plus grossir indéfiniment tant que nous n'aurons pas plus de volontaires pour nous aider. Il faut aussi que les volontaires soient compétents. » (entretien du 30 avril avec la Présidente du CIL « Sauvons les pentes »).

La rue en tant que lieu d'échange et de discussion est valorisée en tant que lien fondamental entre les habitants de l'ensemble du quartier. Ces échanges, signes de sympathie entre habitants d'un même quartier procurent une certaine sécurité ontologique aux militants en tant que simples citoyens et en tant qu'acteurs locaux. A. GIDDENS met en effet en valeur le fait que les citoyens doivent être rassurés sur leur existence sociale et sur la bienveillance du monde environnant. De ce point de vue, quelques signes de sympathie échangés entre voisins soulagent la tension imposée par la vie urbaine.

Synthèse

En réalité, on constate que plus qu'un motif de mobilisation, l'enjeu de la mixité sociale est un élément de la grammaire de la mobilisation des militants des associations de sauvegarde des quartiers anciens lorsque ceux-ci sont menacés dans leur intégrité architecturale et donc sociale. Cette notion faisant appel au principe d'intérêt général fonctionne comme cadre de la mobilisation collective au sens de E. GOFFMAN dans *Frame Analysis* (1974).

Avec les associations de sauvegarde de quartier, la lutte contre les aménagements urbains des associations de quartiers prend une dimension sociale en vue de la mobilisation du plus grand nombre et de l'acquisition d'une légitimité politique. La confrontation à un obstacle existentiel commun génère donc une certaine cohésion sociale adaptée à la situation de crise du quartier.

La problématique du logement à laquelle elle se réfère passe alors du statut de moteur implicite de la mobilisation d'un groupe de propriétaires à celui d'enjeu explicite convoquant la notion d'intérêt général de préservation de la mixité sociale dont le quartier représente l'exemplarité.

Passé l'état de crise, le fonctionnement de ces associations de sauvegarde de quartier se referme rapidement à un public naturellement sélectionné, culturellement imprégné des notions d'intérêt général et de biens publics. Dans ce cadre de pratiques valorisant largement l'entre-soi, sauvegarder le cadre de vie d'un quartier ancien populaire ne signifie plus dans la mobilisation des associations de quartier s'engager également dans un débat sur le contenu social du quartier.

3. La démocratie participative vue par ses militants : entre rhétorique sociale et réalité des liens sociaux territoriaux

3.1. Espoirs de représentativité et réalités

Dans quelles mesures les modalités de la participation citoyenne aux instances de démocratie de proximité font que « la mixité sociale » du quartier est représentée ?

3.1.1. Les modalités de la participation

« Le Conseil de quartier est un nouvel espace de concertation et de démocratie locale qui permet à chacun de s'exprimer, d'émettre des propositions innovantes et d'aider à trouver des solutions collectives pour améliorer la vie dans chaque quartier ». Mairie de Lyon, plaquette de présentation des Conseils de Quartier par la Mairie de Lyon (2006).

Les Conseils de quartier lyonnais sont composés de toutes les personnes volontaires sans limitation de nombre. Pour en faire partie, il faut être âgé de plus de 16 ans et habiter ou travailler dans le quartier. Des associations peuvent également être membres des Conseils ainsi que des représentants de l'activité économique et des institutions. Le Conseil est présidé ou co-présidé par un habitant, élu ou désigné parmi les membres du bureau et/ou un adjoint d'arrondissement désigné par le Maire d'arrondissement. Un bureau, tiré au sort, élu ou désigné parmi les habitants volontaires, gère la vie quotidienne et fixe l'ordre du jour des réunions plénières du Conseil.

Contrairement au fonctionnement d'autres Conseils de quartier comme ceux du 20^{ème} arrondissement à Paris, il n'y a pas une proportion de membres tirés au sort au sein de la population du quartier. Le dispositif en place ne favorise donc pas la participation des personnes appartenant à des groupes sociaux en difficulté et en marge de la société, peu à l'aise avec ce type d'institutions.

Des réunions plénières se tiennent une à quatre fois par an. Des commissions thématiques sont mises en place (cadre de vie, petite enfance, animation...) qui se réunissent régulièrement. Des formations à la compréhension de l'action publique dans les domaines de l'Urbanisme, du Logement, de l'Action sociale, etc. ... ont été organisées la première année mais non pas été reconduites.

Le discours des Conseil de quartier est relayé par un élu présent au Conseil de quartier, chargé de prendre contact avec les services techniques, de proposer une reformulation des demandes exprimées par les Conseils de quartier. Les Conseil de quartier ont donc rarement des contacts directs avec les services techniques de la municipalité.

3.1.2. Un déficit de représentativité

Dans la réalité les Conseils de quartier mobilisent peu et connaissent des problèmes de représentativité. Le bureau est normalement élu en assemblée générale, ce qui a été fait la première fois mais faute de volontaires, dans les deux quartiers étudiés, les élections suivantes n'ont pas eu lieu. Le bureau est donc composé des personnes volontaires pour s'impliquer dans la vie de leur quartier.

Le profil des personnes volontaires diffère peu de celui des personnes présentes dans les Comités d'Intérêts Locaux. Elles appartiennent à un échantillon homogène de la catégorie sociale la plus élevée du quartier communément appelé « classes moyennes » : enseignants, professionnels de l'action sociale, cadres de la fonction publique, intellectuels, etc. ... Ils appartiennent tous à une catégorie pourvue d'un capital socio- culturel élevé et se situe au sein du monde institutionnel des professionnels de l'action sociale, des enseignants ou intellectuels. Ils adhèrent ainsi « naturellement » aux thèmes politiquement consensuels tels que la mixité sociale, la participation de tous et en particulier des plus modestes. Pour eux, la marge est étroite entre militantisme et engagement professionnel. Ainsi près d'un tiers des membres appartient à une association agissant dans le quartier.

Par ailleurs, leur emploi du temps et leur culture politique leur permettent de consacrer une partie de leur temps à la vie de la cité. Ce problème du temps disponible à consacrer à l'activité des Conseils de quartier explique la forte présence de personnes retraités et de personnes travaillant dans la fonction publique.

La plupart d'entre eux vivent dans le quartier depuis plusieurs années (souvent plus de 10 ans) voire en sont originaires. Cette ancienneté du vécu du territoire est au fondement de leurs motivations à la participation.

Le déficit de représentativité du Conseil de quartier est constaté et déploré par les membres actifs. Cependant, les membres se sentent dans l'incapacité à mobiliser les absents (jeunes, étrangers immigrés, couches populaires...).

«On a une sur- représentation des anciens, c'est-à-dire des plus de 60 ans. On a essayé de modifier la donne en proposant à des jeunes de participer mais finalement il y'en a que deux sur 15 qui ont moins de 40 ans ! » (entretien du 19 mai 2007 avec un représentant de Conseil de quartier).

3.2. L'opportunité du renforcement des liens sociaux territoriaux, motif principal de la mobilisation

3.2.1. Un territoire valorisé pour la richesse de sa vie sociale

Le déficit de représentativité du Conseil de quartier est d'autant plus déploré par les membres actifs que l'identité multiculturelle, populaire et jeune de leur quartier est un élément déterminant dans leur engagement au sein des Conseils de quartier.

Les membres qui s'impliquent dans la vie locale sont d'une certaine manière les héritiers de la classe militante qui a marqué l'histoire de leur quartier. La mémoire de la tradition contestataire voire révolutionnaire et libertaire de leur quartier motive leur militantisme mais sur le thème de l'apolitisme comme nous le verrons par la suite. L'action des CIL citée précédemment est remémorée comme un moment de hautes luttes urbaines à caractère social.

« Il y a eu des révoltes urbaines ici pour préserver le quartier et son identité. C'est un quartier à gauche, libertaire, ça c'est d'ailleurs traduit dans les votes (65% pour Ségolène Royal au second tour des élections présidentielles). Il y a beaucoup d'étudiants, c'est ultra dynamique » (entretien du 19 mai 2007 avec un représentant de Conseil de quartier).

« C'est un quartier qu'on aime, très vivant, qui bouge, où il y a encore des artisans... » (entretien du 15 mai 2007 avec une représentante de Conseil de quartier).

3.2.2. Le partage de l'expérience d'un espace vécu commun

Lorsque naissent les Conseils de quartier du premier arrondissement en 2001, ni les élus d'arrondissement, ni les acteurs associatifs ne savent exactement en quoi le Conseil de quartier va être utile mais ceux qui s'engagent au départ dans la démarche croit en la participation de proximité et en ses bienfaits. Plus qu'un moyen de changer les choses, la participation à la vie locale représente pour la majorité d'entre eux une manière de mieux connaître leur quartier et de rencontrer ceux qui vivent et façonnent un lieu auquel ils sont attachés. C'est l'envie de construire *ensemble dans un quartier qu'on aime* qui motivent la majorité de ces individus.

Partie III.

« ça s'est élaboré petit à petit, au début il a fallut comprendre comment ça se passait, savoir quel était le rôle de chacun, c'était difficile... , explique une habitante co-présidente, mais moi je me suis mis au Conseil de quartier parce que j'y crois, ce sont mes tripes, je suis une ancienne militante... et puis j'avais un projet de retraite : connaître mon quartier, connaître les gens qui le font vivre, parce que quand je travaillais je le faisais pas... alors je voulais participer » (entretien du 15 mai 2007 avec une représentante de Conseil de quartier).

« C'est un quartier qu'on aime, qu'on veut protéger, pour lequel on a envie de faire des choses tous ensemble » (entretien du 19 mai 2007 avec un représentant de Conseil de quartier).

C'est bien la conscience d'appartenir à un espace vécu où se tissent des relations sociales plus ou moins fortes qui mobilise les habitants qui s'impliquent dans les Conseils de quartier. La volonté de renforcer ces liens sociaux territoriaux est le motif principal de l'implication locale au même titre que le désir de marquer de son empreinte l'histoire physique, culturelle ou sociale du quartier.

3.3. La redéfinition de l'intérêt général et de la citoyenneté comme condition de la survie du Conseil de quartier

Au moment où se créent les Conseils de quartier, leur utilité et leurs responsabilités est encore à définir. Parmi les cadres de définition du rôle du Conseil de quartier dans la vie publique, la notion d'intérêt général émerge très rapidement comme facteur d'explication et de légitimation de l'institution.

On observe que les Conseil de quartier procède à une redéfinition de l'intérêt général qui exclut les questions d'ordre social telle que la ségrégation sociale et l'exclusion sociale en œuvre dans les quartiers en gentrification. En revanche, cette redéfinition érige la « construction du lien social » en thème principal.

Cette reformulation de l'intérêt général est conçue comme une étape nécessaire pour les membres du Conseil de quartier. Elle vise à autonomiser le Conseil de quartier par rapport à l'organisme politique central (la mairie d'arrondissement) afin de persuader ses membres et de convaincre les autres membres potentiels de sa capacité de négociation et de proposition avec les pouvoirs publics. Cette reformulation – réappropriation d'un concept technocratique idéal « l'intérêt général » vise ainsi à poser les bases communes de la réflexion et les limites du champ d'action du Conseil de quartier.

Cette reformulation procède par plusieurs étapes. Il faut tout d'abord donner du sens à cette assemblée qui ne s'est pas auto- créée ; construire ensemble c'est-à-dire promouvoir la création du « lien social » ; et faire ses preuves en tant qu'interface de référence lors des négociation et confrontations entre la société civile et les pouvoirs publics.

Au cours de ce processus de reformulation de l'intérêt général, les questions sociales telles que l'exclusion sociale, la mixité sociale, le problème du logement, etc. ... jouent divers rôles passant de celui de stimulant de la participation à celui de tabou.

3.3.1. La mixité sociale : pourvoyeur de sens à la mobilisation collective émergente

Au départ, la mairie d'arrondissement ne proposant pas de thème de réflexion ni de concertation particulier, c'est donc du local qu'émergent les premiers débats sur la vie du quartier à partir des revendications de certains habitants qui voient en cette instance d'écoute décentralisée une arène potentielle d'expression. C'est ainsi que petit à petit se construisent les cadres de la mobilisation de ces habitants volontaires à l'expérience de la participation.

Parmi les premières revendications entendues par un des Conseils de quartier se trouve celle d'un Sans Domicile Fixe se présentant d'abord comme « Agent immobilier » car il ouvre des squats. Celui-ci pose le problème des conditions de logement des plus modestes dans le quartier. La présence d'un Sans Domicile Fixe au Conseil de quartier Ouest- pentes est vécue comme événement riche de symboles, d'espoirs et de croyances pour les membres du Conseil de quartier. Sa présence symbolise « la mixité sociale » du quartier et en même temps la réussite de la démocratie participative de proximité. Les membres sont fiers de participer à une expérience de ce qui représente la mixité sociale de leur quartier dans ce qu'elle a de plus excessif.

« On était content, on était fier, on le montrait, explique la co-présidente... et puis il est parti. » (entretien du 15 mai 2007 avec une représentante de Conseil de quartier).

Car si l'expérience représente un symbole enthousiasmant pour les membres du Conseil de quartier en quête de représentativité, les questions qu'il soulève n'obtiennent pas les réponses attendues par la personne sans domicile fixe qui partira au bout de deux ans, déçue de l'action du Conseil de quartier.

On voit à travers cette expérience que le Conseil de quartier a cadré petit à petit son champ d'action, au fur et à mesure que les revendications émergeaient et que les réponses à celles-ci correspondaient au domaine de compétences qui leur était attribué. Si l'expérience de ce sans domicile fixe chargée de symbole a permis aux membres du Conseil de quartier de croire en son efficacité par la seule présence de cet homme, elle n'a pas été à l'origine d'une réflexion profonde sur une question sociale importante dans le quartier. La croyance des habitants en la démocratie participative s'est vue renforcée par cette expérience.

3.3.2. Le processus d'exclusion des thèmes non consensuels et politisés et la recherche de l'efficacité

La faiblesse des effectifs et la volonté des membres du Conseil de quartier de prouver l'utilité d'une telle instance amènent ces derniers à adopter une stratégie valorisant l'action plutôt que la discussion, centrée sur la recherche de l'intérêt général plutôt que sur la confrontation des points de vue et la recherche de consensus. Certes l'action est guidée et construite par la discussion et la confrontation des points de vue. Cependant, la définition de l'action à entreprendre précède la plupart du temps la discussion entre les citoyens membres.

« Avec la mairie on se met d'accord sur ce sur quoi on doit travailler au sein des commissions. La mairie nous prépare une liste des choses sur lesquelles elle veut se concentrer. Du côté du Conseil de quartier on établit des perspectives en fonction et on répond à la mairie. » (entretien du 19 mai 2007 avec un représentant de Conseil de quartier).

Les thèmes de travail présentés par la mairie concernent essentiellement les aménagements publics : réseaux de pistes cyclables et de bornes Vélov' ; aménagement d'une placette ; problématique des tags et plus généralement de la propreté. Cet exercice consultatif est valorisé par les membres qui se placent en délégués de compétence, notamment lorsque les projets concernent le quartier car c'est l'échelle d'intervention garantissant le plus d'effets positifs.

« On essaye d'avoir des projets ambitieux à long terme et d'autres projets plus petites où on a des résultats immédiats : par exemple on propose de faire une passerelle de quartier sur les berges du quai de la Saône et à côté de ça on a choisi l'emplacement des stations Vélov' .» (entretien du 15 mai 2007 avec une représentante de Conseil de quartier).

« Pour y croire, il faut des résultats. Pour que d'autres y croient et que cela ne ressemble pas à un chemin de croix, il faut toujours des résultats. » (entretien du 19 mai 2007 avec un représentant de Conseil de quartier).

Partie III.

Cette course au résultat limite les moments de discussions moins ancrées dans l'immanence physique et matérielle. La confrontation sur des sujets de société impliquant une prise de position politisée, c'est-à-dire remettant en cause l'intervention des pouvoirs publics et de la société civile est évitée.

« Au Conseil de quartier on a essayé de préserver la neutralité politique pour ne pas être inféodé. J'ai protesté contre quelqu'un, un habitant qui avait pris la présidence qui était Vert et soutenu par la mairie, j'ai protesté lorsqu'on a fait une action qui a été récupéré par Perben qui est de droite donc je suis contente, il y a des gens qui pense que je suis de droite et d'autre de gauche. C'est la seule garantie pour que ça se passe bien entre nous et que les gens se sentent tous concernés. » (entretien du 15 mai 2007 avec une représentante de Conseil de quartier).

« L'intérêt des Conseil de quartier est d'avoir des approches moins idéologiques et plus pragmatiques, comme sur la question des stationnement par exemple. » (entretien du 19 mai 2007 avec un représentant de Conseil de quartier).

Ce postulat selon lequel l'intérêt général doit transcender les couleurs politiques implique donc un mépris des questions pourtant de société relevant de la sphère privée. Le discours du SDF au départ valorisé en tant que porteur d'un message appelant à la solidarité sociale dans le quartier est à terme considéré comme la plainte d'un individu particulier.

« Au début on allez voir la mairie, on parlait avec elle, mais bon le logement, c'est pas notre truc, on ne peut pas, on n'est pas compétent... au départ, c'était un peu le bureau des plaintes et puis après petit à petit on a essayé de construire des projets. On a créer deux commissions : Espaces publics, Sécurité -Propreté- Citoyenneté. » (entretien du 15 mai 2007 avec une représentante de Conseil de quartier).

« Le but des Conseil de quartier, étant de passer de la plainte à l'action », les thèmes où le Conseil de quartier ne se sent pas compétent sont exclus.

Recherche d'efficacité pour prouver son utilité concrètement et rapidement et recherche du plaisir pour se convaincre soi-même et convaincre les autres participants potentiels sont les mots d'ordre des membres des Conseils de quartier.

« On essaye d'avoir des projets de long terme et aussi de se faire plaisir, déjà que c'est pas toujours facile ! » (entretien du 19 mai 2007 avec un représentant de Conseil de quartier).

Dans ce contexte, il est difficile de faire émerger les points de vue contradictoires sur des sujets sensibles tels que les évolutions immobilières et les conséquences en terme d'exclusion sociale. La peur du conflit conduit souvent à

Partie III.

refuser le dialogue et donc la construction de points de vue. Le passage de la défense d'intérêts particuliers à la notion d'intérêt général est dans ce contexte perçu comme insurmontable.

Pour expliquer cette absence d'intervention sur des thèmes tels que le logement, les membres des Conseils de quartier mettent en avant leur absence de formation et de connaissance des mécanismes compliqués qui gouvernent à l'évolution de la ville.

« Le Conseil de quartier est un organe consultatif, faut pas l'oublier. Nous on aimerait bien savoir un peu plus qui décide, dans quels cadres juridiques... pour pouvoir mieux définir nos attentes. C'est aussi un problème de management de quartier. Les gens pour qu'ils restent il faut qu'il y ait des résultats. Si dans chaque commission on savait ce qu'on pouvait faire, il y aurait moins de frustrations. » (entretien du 19 mai 2007 avec un représentant de Conseil de quartier).

Bien que les Conseils de quartier soient informés dans le cadre de la Politique de la Ville de l'évolution des objectifs des Contrats Urbains de Cohésion Sociale et des OPAH en cours, les membres ne se sentent pas acteurs de ces programme de rénovation urbaine.

« On est consulté mais on ne s'y intéresse pas trop car nos marges de manœuvre sont réduites... On ne sait pas trop quoi apporter à la question, on n'a pas trop de rôle. » (entretien du 19 mai 2007 avec un représentant de Conseil de quartier).

Les membres ne sont en effet pas formés pour décrypter la rhétorique de l'action publique, cerner son sens latent et son sens explicite et ainsi pouvoir mieux l'analyser et réagir en conséquence. C'est pourquoi, constatant ce déficit de recul intellectuel par rapport aux politiques publiques concernant le logement et l'habitat dans leur quartier, un des Conseil de quartier a invité une association de logement *« pour mieux connaître les acteurs du quartier et mieux comprendre ce qui se passe »* (entretien du 19 mai 2007 avec un représentant de Conseil de quartier).

3.3.3. L'espace public au cœur des interventions des Conseils de quartier

La gestion et l'animation de l'espace public sont définis finalement comme les champs d'action par excellence des Conseils de quartier. Les commissions mises en place le reflètent : « Espace public », « Animation », « Déplacement » dans l'un et « Espaces publics », « Sécurité -Propreté- Citoyenneté- Lien social » dans

Partie III.

l'autre, la commission « commerce, cadre de vie » ayant cessé faute de participants.

Face au déficit de mobilisation, au sentiment d'incompétence dans certains domaines d'intervention, les membres doivent se construire de nouveaux cadres de mobilisation pour continuer d'y croire. Les membres s'attèlent donc à ce dont on ils se sentent capables parce que les pouvoirs publics les y autorisent et que la culture urbaine le préconise. La démocratie de proximité tend en effet à valoriser l'expertise d'usage où le « bon sens du citoyen », c'est-à-dire de l'accumulation des connaissances théoriques et pratiques que l'on retire de l'utilisation répétée et en situation d'un lieu, d'un équipement ou d'un service.

Du compromis entre les aspirations intellectuelles, le consensus rhétorique sur la mixité sociale et la confrontation avec la réalité découle donc une action centrée sur la gestion des espaces publics. L'enjeu du « lien social » devient ainsi de traiter de la mixité sociale dans l'espace public

C'est donc d'abord de l'expertise d'usage et non des conceptions et aspirations sociales et culturelles des membres qu'émergent les champs d'action.

« Les sujets sont extraits de l'expression d'un ras-le-bol des gens, explique un membre, les sujets qui mobilisent le plus sont ceux liés au cadre de vie, aux tags, aux nuisances sonores, aux nuisances nocturnes (deals...). Sur la sécurité et la propreté en 2004, on a réussi à mobiliser 200 personnes. » (entretien du 19 mai 2007 avec un représentant de Conseil de quartier).

Ce sont donc des sujets liés aux conflits d'usage et à l'amélioration du cadre de vie qui intéressent non pas seulement les membres actifs mais aussi et principalement l'ensemble des sympathisants aux Conseil de quartier, membres ponctuels intervenant sur des sujets particuliers le temps d'une revendication voire d'une action. Le Conseil de quartier devient alors le médiateur social entre ceux qui portent plainte et ceux qui sont l'objet de cette plainte, entre deux milieux sociaux s'affrontant sur le même territoire.

« Le quartier a une vie nocturne assez intense, vous ajoutez à ça du deal et la saleté et il s'en dégage un sentiment d'insécurité. Les gens ne savaient pas quoi faire, comment se plaindre. Pour que ce ne soit pas trop négatif, on a réalisé de grandes réunions avec tous les acteurs, la police, les médiateurs de la justice, le CCAS, les pompiers... » (entretien du 15 mai 2007 avec une représentante de Conseil de quartier).

Ce rôle de médiateur social est perçu par le Conseil de quartier comme l'un des plus importants. « Créer du lien social », « travailler ensemble » sont des objectifs répétés et affirmés à chaque réunions ou interventions des Conseils de

quartier. Pour cela les commissions « Animations » ou « Lien social » ont pour rôle de multiplier les moments de convivialité dans la rue, entre les habitants : organisation d'apéros de quartier, du stand musical pour la fête de la musique, création d'un bougeoir géant pour la Fête des Lumières du 8 décembre, etc. ... Ces moments sont ceux où la participation des jeunes est la plus importante. De manière informelle, sans pour autant participer aux commissions, ils s'associent à l'organisation de ces moments festifs.

« C'est très coopératif l'organisation d'une fête (...) La commission animation, ça change des dossiers lourds qui rappelle le milieu professionnel où il y a beaucoup de paperasse et parfois des confrontations de points de vue qui mène à des affrontements. » (entretien du 19 mai 2007 avec un représentant de Conseil de quartier).

Ces moments festifs permettent ainsi non seulement au Conseil de quartier de faire connaître ses actions et peut-être de recruter mais aussi de créer des moments de convivialité lors des quels les ressources locales sont fortement impliquées (groupes de jeunes musiciens, acteurs liés à la culture et au monde du spectacle). Ils permettent ainsi de développer les réseaux entre les gens et donc de renforcer le lien social ou les liens sociaux territoriaux.

3.4. La mixité sociale et la représentativité: entre rhétorique et pratiques

3.4.1. Quelles évaluations des changements sociaux en marche dans le quartier ?

Les militants constatent les évolutions sociales à l'œuvre dans leur quartier, d'autant plus lorsqu'ils vivent depuis longtemps dans leur quartier. Cependant, leur statut de privilégié (rappelons que tous ou presque sont propriétaires et issus des couches moyennes supérieures), les place dans une situation qui bride leur discours sur le sujet. Outre le constat ils expriment le regret de voir évoluer un quartier qu'il valorise par son identité populaire.

« L'évolution est malheureuse à mon avis. La Croix Rousse est très chères, les couches moyennes très basses ne vont plus pouvoir acheter... » (entretien du 15 mai 2007 avec une représentante de Conseil de quartier).

« C'est un quartier de mixité sociale mais plus pour longtemps malheureusement... ça flambe, on n'y peut rien... » (entretien du 19 mai 2007 avec un représentant de Conseil de quartier).

3.4.2. L'ambiguïté du discours social

« Ouvrir la porte à ceux qui veulent être actifs au sein du quartier et offrir des cadres pour que chacun trouve sa place, c'est le rôle du Conseil de quartier » décrit un membre de Conseil de quartier (entretien du 19 mai 2007).

Le discours rhétorique des membres actifs est un message d'ouverture, de respect et d'écoute de tous. L'échec de la réception de ce message par l'ensemble de couches sociales habitants le quartier est déploré par les membres :

« C'est un quartier de mixité sociale mais la mixité sociale ne joue pas beaucoup malheureusement ... Ce ne sont pas ceux que l'on voudrait qui participent. Il y a peu de jeunes, pas de population en difficulté, pas de très populaires non plus... » (entretien du 15 mai 2007 avec une représentante de Conseil de quartier).

L'idée de la mixité sociale fait consensus au sein de ces membres appartenant au monde institutionnel des professionnels de l'action sociale, des étudiants, des enseignants ou des intellectuels. Leur milieu professionnel et leur capital socio-culturel font en effet qu'ils ont vocation à énoncer une parole officielle, prescriptive et correctrices de la société comme l'explique P.GENESTIER (2005). Dans ce sens, les membres du Conseil de quartier critique le déficit de représentativité dont ils sont victimes et dénonce une société d'individualistes pratiquant du NIMBY (*Not In My BackYard*) :

« Si personne ne vient, c'est à cause de l'individualisme, il n'y a pas de solidarité, quand un problème est réglé, les gens ne continuent pas. Le militantisme n'est plus à la mode (...) Les gens qui voient ça ils sont contents, ils disent bravo... mais ils ne viennent pas, ils sont contents qu'on ait fait ça à leur place ». (entretien du 15 mai 2007 avec une représentante de Conseil de quartier).

Cependant les pratiques qu'ils dénoncent et l'absence de représentativité des Conseil de quartier ne conduisent pas les membres actifs à mettre en question les modalités même de l'exercice participatif : tout le monde a-t il réellement les moyens temporels, physiques et culturels de participer ? Les modalités d'écoute et d'actions au sein des Conseil de quartier sont-elles adaptées aux problèmes ressentis par les absents de la participations, ces « jeunes », « ces populaires », « ceux qui ont des difficultés » comme ils sont étiquetés par les membres des Conseils de quartier ?

En effet, l'exercice pratique de la participation tel qu'il a été développé par les membres actifs a généré un mode de participer valorisant largement l'entre-soi. Alors que les membres déclarent que les liens sociaux territoriaux se développent naturellement par la conception de projet en commun au sein des Conseils de quartier, on constate qu'au travers de la redéfinition de l'intérêt général élaboré par les Conseil de quartier, c'est aussi un processus d'exclusion des ménages les plus modestes et en difficulté qui s'est mis en place. En effet, exclure des thématiques importantes comme le logement par exemple, c'est considérer que ce thème n'entrave pas la capacité de penser et de se projeter dans un groupe d'habitants valorisant un espace vécu commun. Or être logé et bien logé est une nécessité et un droit fondamental de la personne en ce sens qu'il concrétise l'ensemble des possibilités et des droits à l'éducation, à la santé, etc. Tant que celui-ci n'est pas assuré et garanti à long terme, les autres droits ne peuvent plus l'être. Une critique d'un habitant militant anarchiste met en valeur cette contradiction entre le discours rhétorique et la pratique de l'exercice participatif :

*« **Créateur de lien social** ? Sans m'attarder sur tout ce qui peut être induit par ce mot, et utilisé par des personnes au pouvoir (ce qui mériterait un autre article), je souhaite quand même signifier une incohérence de plus dans cette mauvaise performance théâtrale. Je ne vois rien qui lie socialement, dans le fait de récupérer les plaintes de gamultes (mix entre gamins et adultes...) sur les merdes de chien ou le doux bruit du "carreau sur place" si cher aux joueurs de pétanque. Je n'y vois qu'une infantilisation de plus. Une intermédiation pseudo-pacificatrice qui lie peut-être le plaignant à la mairie de Lyon, mais qui ne responsabilise en rien, et ne collectivise sûrement pas les problèmes. Même des faux problèmes comme ceux-ci. En ce qui concerne les problèmes un peu plus sérieux, comme l'affichage libre/gratuit, la hausse des loyers, la privatisation des appartements, beaucoup d'énervement, de confrontation de chiffres, de "mais moi monsieur" ou de "nous à la mairie du 1er"... » (site web : Rebbellyon) du février 2007).*

En recentrant leurs champs d'action, de revendication et de discussion au thème de l'espace public et de la gestion des conflits d'usage, les Conseil de quartier attendent donc de leurs membres qu'ils écartent de leur pensée les circonstances contingentes et matérielles de leur existence en tant qu'individus pour se projeter dans la notion d'intérêt général réduite à la notion de bien commun. C'est ainsi que le membre SDF et un autre membre immigré italien sont faiblement intégrés et au fil des années marginalisés des commissions des Conseil de quartier car ils sont porteurs d'une demande qui ne correspond pas au champs d'action prédéfini par le groupe socialement homogène majoritaire participant aux Conseils de quartier.

Partie III.

Confrontés à ces situations, les membres des Conseil de quartier jouent dans leurs discours avec les subtilités de la grammaire de l'action sociale :

« On aimerait rien que la mixité sociale soit plus présente au sein des Conseils de quartier... Notre rôle c'est de faire du lien social (...) On n'est pas des assistantes sociales ! » (entretien du 15 mai 2007 avec une représentante de Conseil de quartier).

Mais alors où se situent les frontières entre de l'action, la solidarité et donc la cohésion sociale ?

3.4.3. Le maintien des logiques ségrégatives dans la légitimation des discours

On constate finalement une différence d'écoute et de traitement des discours en fonction de la portée collective de leur contenu. Plus le nombre de personnes concernées par le problème est important, plus le discours sera écouté, entendu et fera l'objet d'une action de la part du Conseil de quartier. Plus le sujet correspondra aux objectifs des pouvoirs publics, plus il sera traité en tant que tel.

- **Le discours des exclus manipulé**

L'intervention du SDF illustre finalement un échec de la démocratie participative en tant qu'arène de prise de parole et de problématisation d'un cas particulier sur un problème de société nécessitant une intervention publique. En effet au lieu d'amener le Conseil de quartier à se questionner sur les ressorts et les solutions à trouver, l'intervention du SDF est manipulée par les pouvoirs publics. Alors que celui-ci se plaçait en tant que citoyen porte-parole d'une cause, les pouvoirs publics cherchent à le manipuler en le transformant en médiateur en vue de régler des problèmes ponctuels causés par les nuisances et les dangers que représentent leurs lieux d'habitation à savoir des immeubles insalubres. Lui souhaite changer les choses et faire émerger un dialogue et des solutions (c'est pourquoi il continuera en allant voir d'autres Conseils de quartier), tandis que la mairie à travers le Conseil de quartier souhaite seulement régler la gestion d'une crise ponctuelle. Deux manières de concevoir la démocratie participative s'opposent à travers cet exemple:

- celle des Conseil de quartier inscrit dans une temporalité finalement rapide sur des sujets où la concertation est consentie et favorisée par la municipalité. Ces sujets concernent des petits aménagements urbains visibles qui marquent physiquement le territoire de la réussite de la démocratie participative

Partie III.

- celle de ce représentant de la condition des SDF, inscrit dans la temporalité longue des situations sociales graves parfois invisibles et qui ne concernent qu'une fraction de la population du territoire.

Ce n'est pas la situation sociale de ces habitants défavorisés qui est le sujet de la mobilisation des Conseil de quartier autour des revendications des SDF mais plutôt ses conséquences sur l'espace public et le cadre de vie général du quartier.

« Nous on s'était mobilisé sur un squat très dangereux habité par des polonais... ça devenait n'importe quoi, il y a avait des plaintes des habitants d'à côté. Dans cet immeuble il y a avait eu cinq départ de feu, défenestration, les rats courraient... On était allé en parler avec la mairie car c'était un gros problème. Dans l'immeuble il y avait des gens biens en plus... Nous ce qui nous embêtait c'était le danger représenté par les polonais ». (entretien du 15 mai 2007 avec une représentante de Conseil de quartier).

• **Le discours des dominants écouté**

Le discours des couches populaires les plus aisées, ces gentrificateurs dont nous avons parlé, est lui écouté et entendu en tant que tel, d'autant qu'il correspond aux objectifs des politiques publics valorisant la notion de cadre de vie et de qualité patrimoniale. Si une minorité d'entre eux se mobilisent sur la durée comme nous l'avons constaté précédemment, ils savent se mobiliser en masse sur des sujet touchant notamment aux conflits d'usage dans les espaces publics.

« Il y a des problèmes de dégradation et de propreté et les gens réagissent car il y a un changement de population. Il y a des jeunes ménages qui arrivent et ça change. On constate ce changement et on l'aborde car les gens qui viennent sont plus exigeants sur la propreté et sont capables de discuter... » (entretien du 15 mai 2007 avec une représentante de Conseil de quartier).

La raison d'être du Conseil de quartier s'est donc construite avec l'évolution de la population et en fonction des nouvelles attentes que celle-ci formule, même si la majorité ne participe pas dans la durée. Ces formulations ont contribué à développer le cadre d'actions des Conseil de quartier.

Synthèse

La démocratie de proximité est politiquement porteuse de grandes ambitions : améliorer la gestion locale, développer le « lien social », re- légitimer le politique et développer la démocratie, raviver l'intérêt des citoyens pour la chose publique, etc. ... Cependant les modalités de son fonctionnement dans les Conseils de quartier étudiés ne permettent pas de remédier aux stigmates qui divisent la société. En terme de participation, les Conseils de quartier sont investis par les couches moyennes, adultes actifs ou jeunes retraités disposant d'un capital économique, culturel et social leur permettant d'investir dans la participation temps, déplacements, efforts d'apprentissage de la communication, etc. ... Les non-participants se situent à la fois parmi les couches sociales au capital économique, culturel et social supérieur, qui utilisent leurs propres modes d'action et réseaux et qui n'ont pas besoin du Conseil de quartier pour influencer les pouvoirs et parmi les couches populaires et fragilisées.

Au cours de la formation et de l'affirmation du Conseil de quartier au sein de la vie locale du quartier, les enjeux sociaux jouent successivement des rôles différents en vue de la mobilisation du plus grand nombre. Au départ, c'est l'opportunité de créer des liens sociaux territoriaux dans un quartier riche et convivial qui a motivé les membres du Conseil. Cependant, très rapidement, la nécessité de fournir des résultats afin de conforter leur existence oblige les Conseils de quartier à centrer leur action sur des thèmes liés à l'espace public et aux conflits de voisinage. Les liens sociaux territoriaux créés à cette occasion s'enrichissent en passant de la plainte individuelle à une action collective dont les bienfaits s'ancreront durablement et physiquement dans le quartier.

La discussion et la problématisation des sujets les plus politisés c'est-à-dire engageant une prise de position par rapport au rôle des pouvoirs publics par rapport au marché privé sont bannis du fait de l'urgence des résultats et de la volonté de cohésion et non de division sociale au sein même du Conseil de quartier. La confrontation sur des sujets mal maîtrisés engendre en effet des dissensions et des déceptions sans pour autant garantir une action possible de la part des Conseil de quartier. Cela est alors vécu comme un échec cuisant à éviter notamment lorsque les membres sont peu nombreux et parfois découragés par les limites de leur capacité d'action.

Conclusion

En quoi le territoire en tant qu'espace vécu parvient-il à être un vecteur de « lien social » ? Quelle cohésion sociale est engendrée par le renforcement des liens sociaux territoriaux au sein des instances de participation citoyenne à la vie locale ?

Quelle est la pertinence d'une action publique fondée sur la croyance en la capacité des liens sociaux territoriaux à générer une certaine cohésion sociale ?

A l'issue de cette recherche, la pertinence du postulat de la « proximité » comme élément générateur d'une cohésion sociale doit être infléchie. Si les instances participatives à la vie locale dont le support est le territoire comme espace vécu partagé, participent bien au renforcement des liens sociaux territoriaux, celles-ci ne parviennent pas à transcender la différenciation sociale des pratiques et des sociabilités.

Les pratiques des associations de sauvegarde et des Conseils de quartier malgré un discours d'ouverture professant la mixité sociale et la participation de tous, tendent à générer un système favorisant l'entre-soi. Au sein des associations de sauvegarde de quartier, cet entre-soi est même explicitement recherché et légitimé par l'adhésion ou la sympathie exprimée par une portion plus large de la population. Ce n'est qu'à l'occasion d'échanges éphémères, festifs et militants, que s'atténue, très temporairement, la ségrégation des liens sociaux.

Le quartier représente pourtant l'échelle territoriale où se construit le mieux l'identité collective. Dans les quartiers anciens péricentraux en voie de gentrification, les associations de sauvegarde de quartier comme les Conseils de quartier ont pour souci de préserver l'identité de leur territoire décrit comme « chaleureux, populaire, vivant » et de participer ainsi à la construction de cette identité positive.

On constate cependant que participer à la vie, à la préservation et à la gestion d'un quartier ancien dont la singularité est définie par des adjectifs se référant à un patrimoine social et architectural populaire, ne signifie pas systématiquement se poser la question de l'évolution du contenu social du quartier.

On relève en effet une ambiguïté des relations entre les discours et les pratiques des membres et militants. Ils sont souvent conscients des phénomènes de relégation sociale à l'œuvre dans leur quartier auxquels ils participent parfois, cependant ce constat ne les amène pas à militer en faveur des couches sociales les plus modestes. Elles contribuent pourtant à créer l'ambiance de quartier populaire que les gentrificateurs valorisent. Alors que, pour les couches populaires, la rue est souvent un espace où l'on vit, pour les classes moyennes, la rue est avant tout un

espace que l'on traverse (E.CHARMES, 2003). Pour ces dernières, la sociabilité des couches populaires est plus un spectacle que l'on regarde qu'une scène sur laquelle se déroule une comédie à laquelle on prend part (BIDOU, 1984).

L'idéologie de la mixité sociale les aide en réalité à surmonter cette contradiction. La valorisation du frottement et du mélange permet en effet d'euphémiser les transformations qu'ils observent : les gentrificateurs peuvent toujours se rassurer en se disant que leur présence sert la cause de la mixité sociale.

L'enjeu de la mixité sociale notamment dans ce type de quartier n'est donc pas formulé comme un problème public par la société civile. Valorisée en tant qu'élément identitaire fondamental du quartier, elle n'implique cependant pas une prise de conscience solidaire des problèmes rencontrés spécifiquement par certains groupes sociaux désavantagés, sauf en case de crise identitaire du quartier (menace de destruction ou de spéculation foncière soudaine comme dans le cas de la mobilisation des associations de sauvegarde de quartier). En dehors de ces périodes de crise du territoire qui contribuent à renforcer les liens sociaux entre l'ensemble des habitants toutes situations confondues, les instances de participation locale développent un paradigme d'action et de réflexion limitant le concept d'intérêt général à celui de bien commun.

Leurs actions ainsi concentrées sur le cadre de vie physique, les instances de participation citoyenne espèrent ainsi concevoir une autre manière de « faire société » c'est-à-dire de générer un consensus social, à travers une conception pragmatique et apolitique des problèmes rencontrés.

Les instances de démocratie participative telles que les Conseils de quartier se trouvent bien souvent dans l'incapacité à formuler des problèmes de société sensibles tels que la mixité sociale et les changements sociaux entraînés au cours de la gentrification des quartiers anciens. Pourtant cette incapacité à formuler un discours porteur de revendication et d'action ne résulte pas d'une absence de conscience du phénomène, malgré la complexité des facteurs entrant en jeu et la temporalité longue des changements socio-économiques qui marquent le quartier.

Cette incapacité résulte en effet moins d'un déficit de perception du phénomène que de la (in)capacité de la société civile à formuler un projet commun de société, intégrant les intérêts particuliers en jeu à une réflexion globale porteuse d'un intérêt général, comme celui-ci est conçu dans la pensée rousseauiste.

Outre le problème de la représentativité de la diversité sociale au sein des instances de participation ayant vocation à être représentatives, c'est également un

problème plus global de volonté générale des délégataires du droit à la participation et des acteurs de la participation. Les politiques publiques souhaitent-elles réellement que l'instance des Conseils de quartier devienne un lieu de politisation des problèmes de sociétés, partant de l'analyse des problèmes particuliers pour s'élever dans la réflexion et donc accroître le pouvoir de réaction et à terme peut-être de participation des habitants ?

Il semble que d'une part le pouvoir central ait du mal à proposer les règles du jeu d'une véritable participation des habitants qui ne se réduise pas seulement à un accroissement de l'information en vue d'une manipulation, quel qu'en soit les motifs. Les domaines d'inflexion des projets publics par la participation locale se cantonnent donc à la gestion des espaces communs du vivre ensemble et ne favorisent pas voire n'autorisent pas la réflexion sur des questions sociales. C'est ainsi que le thème de la mixité sociale, étendard des politiques publiques notamment lors des politiques d'amélioration de l'habitat dans les quartiers anciens, est absent des réflexions de fond des Conseils de quartier.

Dans ce contexte, la reformulation de la notion d'intérêt général mise en œuvre par les Conseils de quartier exclut les problèmes jugés relevant de l'intérêt privé pourtant constatés ou ressentis par le plus grand nombre. Les changements sociaux dans le quartier et la problématique immobilière à laquelle ils sont rattachés sont donc évacués du champ de discussion et d'intervention des Conseils de quartier. Or cette reformulation de l'intérêt général à la base des interventions menées par le Conseil de quartier est formulée par un corrum d'individus aux profils socio-économiques relativement homogènes et issus des franges supérieures de la population.

Comme leur nom l'indique, les Conseils de quartier ne sont donc pas des assemblées de quartier où l'on discuterait des questions de fond de notre société. Ancrés dans la réalité concrète du bien commun public, ils ne s'arrachent de la sphère des intérêts particuliers que pour construire ensemble un projet dans la sphère que la vie en société les contraint à partager.

Le territoire censé faire le lien entre les habitants réunis dans les instances de participation fait lien mais dans les pratiques de la vie quotidienne. Le débat biaisé par le discours convenu sur la mixité sociale et paradoxalement la recherche même inconsciente et implicite de l'entre-soi ne permet pas d'engager un réel débat de société.

La peur du conflit et de l'inaction même temporaire qui pourrait en découler neutralise les occasions de débattre des problèmes de société, de construire des

points de vue et de formuler les sujets de consensus et de dissensus. Or la participation devrait consister en cela même : créer les occasions d'émergence des points de vue, pouvoir entendre et écouter, négocier et rechercher des solutions pour « faire projet » ensemble, même sur les sujets les plus polémiques. Il faudrait donc créer les conditions permettant de passer des intérêts particuliers à la notion d'intérêt général.

Les changements sociaux entraînés par le mécanisme du marché immobilier bien que publiquement condamnés sont ainsi relégués de manière méprisante au banc des intérêts particuliers. Le phénomène de gentrification est à l'origine de la réaction de groupes d'intérêts associatifs (association pour le logement, association de propriétaires, association de locataires, etc. ...) ou de formations politiques socialement impliquées dans la vie du quartier.

Les associations de quartiers, Conseil de quartier, comités de quartier, etc. ... ont donc recours à la notion d'intérêt général (la mixité sociale) en tant que cadre de la mobilisation collective, en vue de légitimer leur action, d'être soutenu par le plus grand nombre et d'être écouté des pouvoirs publics. Elles s'inspirent pour cela de la rhétorique sociale de l'action publique en employant selon les circonstances de la mobilisation collective les termes de « lien social », « mixité sociale », « citoyenneté », etc. ... Comme les pouvoirs publics dont elles dépendent, elles réalisent un travail de signification devant s'inclure dans les objectifs des politiques publiques faisant la promotion du « lien social » et de la cohésion sociale.

Bibliographie

- ♦ ADELS, Conseils de quartier, Modes d'emploi, 2^{ème} édition augmentée, 2004.
- ♦ F.ANDERLINI, Dopo l'urbanizzazione, Sprawl suburbano e dinamica sociale, Bologna ed altre metropoli, Provincia di Bologna, Studi social e territoriale, CLUEB, 2003.
- ♦ M.F.ATTARD-MARANINCHI, France d'ailleurs, peuple d'ici, Autrement, H.S. n°98, février 1997.
- ♦ J.Y. AUTHIER (dir), Du domicile à la ville, Vivre en quartier ancien, Paris, Anthropos, 2001.
- ♦ M.H. BACQUE, « Proximité », www.adels.org, février 2006.
- ♦ BEGHAIN, Le patrimoine : culture et lien social, Presse de Sciences Po, Paris, 1998.
- ♦ La bellevilleuse, Rapport d'activité, exercice 2005, mai 2006.
- ♦ C. BIDOU-ZACHARIASEN (sous la dir. De), Retours en ville, Descartes et Cie, 2003.
- ♦ C. BIDOU-ZACHARIASEN , Les aventuriers du quotidien, Descartes et Cie, 1984.
- ♦ L.BOLTANSKY et L.THEVENOT, De la justification. Les économies de la grandeur, Paris, Gallimard, 1991.
- ♦ P.BOURDIEU, La distinction, 1979.
- ♦ D.CEFAI et D. TROM, Les formes de la mobilisation collective, mobilisation dans des arenas publiques, Raisons Pratiques, Editions EHESS, 2006.
- ♦ P.L. CERVELLATI, R. SCANNAVINI, C. DE ANGELI, La nouvelle culture urbaine, Bologne face à son patrimoine, Editions du Seuil, Paris, 1977, (traduction française : 1981)
- ♦ E. CHARMES, « Le Retour à la rue comme support de la gentrification », Espaces et sociétés, dossier « Le Sens des formes », P. PELLEGRINO (dir.), n° 122, 2005.
- ♦ C. CHIVALLON, "Fin des territoires ou nécessité de conceptualisations autres? », *Géographie et cultures*, 31, 1999.
- ♦ F.CHOAY, L'allégorie du patrimoine, Seuil, 1992.
- ♦ Conseil exécutif de l'Unesco, *La conservation des villes anciennes en tant qu'éléments du patrimoine culturel envisagée dans le contexte de l'urbanisation moderne*, Paris, 12 mai 1995.
- ♦ A. COLLET, « Sociologie des acteurs de la gentrification des quartiers anciens centraux d'hier et d'aujourd'hui » www.cairn.fr
- ♦ DGUHC, La Réhabilitation urbaine, les dossiers Direction Général de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction, 2001.
- ♦ J.DONZELOT, « La ville à trois vitesses : gentrification, relégation, périurbanisation », *Esprit*, mars-avril 2004.
- ♦ P. DONATI, La politica familiare a Bologna. Sfide e innovazioni (La politique familiale à Bologne, enjeux et innovations), Centro studi e documentazione sulla famiglia, Comune di Bologna, 2005.
- ♦ E. GOFFMAN, Frame Analysis, 1974, New York, Harper.
- ♦ R. GLASS, Introduction to London : Aspects of Change, Londres, Center for Urban Studies, 1963.

- ♦ C. HAMNETT « Les aveugles et l'éléphant : l'explication de la gentrification » *Strates*, n°9, 1996, p55-80.
- ♦ Intergroup URBAN- Logement, Charte européenne du logement, adoptée le 26 avril 2006.
- ♦ J. JACOBS, *The Death and Life of Great American Cities*, 1961.
- ♦ H. JOHNSTON, *Social movements and culture*, Minneapolis, University of California Press, 1995.
- ♦ T. JOLIVEAU, *Associations d'habitats et urbanisation : l'exemple lyonnais (1880- 1983)*, paris, coll. « Mémoires et documents de géographie », Ed. du CNRS, 1987.
- ♦ LES CARNETS DE L'AITEC (FRA) De la participation des habitants : participation et citoyenneté, ARCHIMEDE et LEONARD., hors série n°12, été 1995- 123p, ann., (publié avec le soutien de la Communauté économique européenne)
- ♦ C. LELEVRIER, « Mixité : un idéal social aux incertitudes des politiques urbaines », *Urbanisme*, n° 340, janvier-février 2005, p39.
- ♦ C. LELEVRIER Les mixités sociales (dossier réalisé par), *Problèmes politiques et sociaux* n° 929, Paris, La documentation française, octobre 2006.
- ♦ M.LEROUX, L'objet patrimonial dans sa dimension identitaire, *Revue de l'Aménagement du Québec (Trames)* n°12, 1998.
- ♦ M. LIVOLSI et R. PORRO, « Comunicazione e partecipazione » in *I processi di comunicazione nell'ambito urbano (Communication et participation* », *Les processus de communication dans le milieu urbain*) a cura di Claudio Stroppa, Società e territorio, 1979.
- ♦ E.MAURIN, *Le ghetto français, Enquête sur le séparatisme social*, La République des Idées, Seuil, 2004.
- ♦ J.MONNET, *La ville et son double*, Collection Essais et Recherches, NATHAN, 1993.
- ♦ P.MULLER, *Les politiques publiques*, Que sais-je, PUF, Paris, 1990.
- ♦ M. OBERTI, *Usages et limites des nomenclatures socioprofessionnelles pour l'analyse sociologique : le cas italien*, I.E.P. et Observatoire sociologique du changement, Paris, 2000.
- ♦ M.SEGAUD, J.BRUN et J.C. DRIANT, *Dictionnaire de l'habitat et du logement*, Paris, Armand Colin, 2002.
- ♦ P. SIMON, *Les usages sociaux de la rue dans un quartier cosmopolite*, *Espaces et sociétés*, n°90-91, p43-69, 1997.
- ♦ D.SNOW.A. et J.MILLER, « An empirical examination of frame articulation and amplification », 2000.
- ♦ X.ENGELS, M.HELLY, A.PEYRIN et H.TROUVE, *De l'intérêt général à l'utilité sociale, La reconfiguration de l'action publique entre Etat, associations et participation citoyenne*, Logiques sociales, L'Harmattan, 2006.

Table des matières

Remerciements _____	- 1 -
Sommaire _____	- 2 -
Introduction _____	- 4 -
Partie I. _____	- 6 -
1. Présentation du cadre de la recherche _____	- 7 -
1.1. Explication de la problématique de recherche _____	- 7 -
1.1.1. Questionnements vers la formulation de la problématique de recherche _____	- 7 -
1.1.2. Formulation de la problématique de recherche _____	- 10 -
1.2. Méthodologie _____	- 12 -
1.2.1. Le choix des terrains d'études _____	- 12 -
1.2.2. Présentation succincte des terrains d'études _____	- 13 -
1.2.3. Les méthodes d'investigation : une analyse de la rhétorique convenue à l'action _____	- 14 -
1.2.4. Les entretiens réalisés _____	- 16 -
2. Cadre conceptuel et théorique _____	- 18 -
2.1. Les liens sociaux territoriaux au cœur des objectifs des politiques publiques de cohésion sociale _____	- 18 -
2.1.1. La proximité facteur de cohésion sociale _____	- 18 -
2.1.2. L'espace vécu et les liens sociaux territoriaux _____	- 21 -
2.1.3. Les attentes des politiques publiques en matière de démocratie de proximité _____	- 22 -
2.2. Les enjeux des politiques publiques appliqués au cas des quartiers anciens en voie de gentrification _____	- 24 -
2.2.1. La gentrification et les mécanismes de ségrégation sociale _____	- 24 -
2.2.2. L'enjeu de la mixité sociale _____	- 26 -
2.2.3. La spécificité des liens sociaux territoriaux : pratiques sociales et rapports à l'espace urbain chez les ménages gentrificateurs _____	- 29 -
Partie II. L'évolution de la participation des Conseils de quartiers italiens à la politique sociale de l'habitat : le cas bolonais _____	- 33 -
1. Le contexte italien: une tradition de décentralisation des pouvoirs ancienne. _____	- 34 -
2. Des Conseils de quartier dans un souci de renforcer la cohésion sociale en 1960 _____	- 34 -
3. Dans les années 70, une politique municipale communiste partisane de la participation des habitants aux projets de réhabilitation _____	- 36 -

3.1. Un combat municipal contre la gentrification du centre historique - 36 -

3.1.1. Un cri d'alarme quant au devenir du patrimoine architectural bolonais - 36 -

3.1.2. Une politique communiste contre la main-mise du capital et contre le conservationnisme _____ - 36 -

3.1.3. La foie en la participation des habitants comme ressource contre les invectives du capital privé _____ - 37 -

3.2. Le quartier défini comme unité spatiale de référence et d'action- 37 -

3.2.1. L'affirmation du quartier en tant que communauté _____ - 37 -

3.2.2. Une unité politique pourvue de pouvoirs urbanistiques ____ - 38 -

4. Retour d'expérience : les Conseils de quartier, gestionnaires de la vie sociale _____ - 39 -

4.1. Un nouveau contexte politique et culturel _____ - 39 -

4.1.1. Une accentuation des ségrégations spatiales à Milan et Bologne - 39 -

4.1.2. Un contexte politique et culturel plus tourné vers l'entre-soi familial - 40 -

4.2. Les nouveaux Conseils de quartier : entre recherche d'efficacité en terme de gestion et innovation en terme de participation _____ - 42 -

4.3. Les Conseil de quartier et la question sociale des problèmes d'urbanisme - 43 -

4.3.1. Constat sur les commissions _____ - 43 -

4.3.2. Le logement : entre cadre de vie et politique sociale ____ - 43 -

4.3.3. Les commissions habitat : relique du passé ou opération de communication ? _____ - 45 -

4.3.4. Les questions de l'habitat et du logement à la périphérie ou au centre des préoccupations des Conseils de quartier ? _____ - 46 -

4.4. Les structures associatives, (ré)actrices face aux problèmes sociaux liées au logement. _____ - 47 -

4.4.1. Exemple d'un affrontement entre un collectif d'habitants et un Conseil de quartier _____ - 47 -

4.4.2. Un partenariat association- quartier pour le logement des personnes âgées et des étudiants _____ - 48 -

Synthèse _____ - 50 -

Partie III. _____ - 52 -

Le discours social des _____ - 52 -

associations de sauvegarde de quartier	- 52 -
et des conseils de quartier	- 52 -
en France	- 52 -
1. Le contexte français	- 53 -
1.1. Luttres urbaines et émergence des processus participatifs	- 53 -
1.2. Présentation des études de cas	- 54 -
1.2.1. Lyon et le quartier Les Penttes dans le 1 ^{er} arrondissement	- 54 -
1.2.2. Paris et le quartier Belleville dans le 20 ^{ème} arrondissement	- 56 -
2. La mixité sociale : notion cadre de la mobilisation collective des associations de quartier.	- 57 -
2.1. L'émergence d'un collectif et la montée en généralité	- 57 -
2.2. Le mythe social du quartier, un thème de mobilisation spécifique aux quartiers anciens	- 59 -
2.3. La solidarité sociale, une conséquence de l'inaction publique	- 60 -
2.4. La dimension sociale des problèmes d'urbanisme : une montée en généralité nécessaire dans les contextes de crise du quartier ?	- 62 -
2.5. Passé l'état de crise, une mobilisation collective pratiquant l'entre-soi centrée sur le cadre de vie physique	- 63 -
2.5.1. L'attachement à un quartier et à son patrimoine, motif principal de la mobilisation collective	- 63 -
2.5.2. Quelles évaluations des changements sociaux en marche dans le quartier ?	- 64 -
2.5.3. Le lien territorial confronté à des pratiques sociales valorisant l'entre-soi	- 66 -
Synthèse	- 68 -
3. La démocratie participative vue par ses militants : entre rhétorique sociale et réalité des liens sociaux territoriaux	- 69 -
3.1. Espoirs de représentativité et réalités	- 69 -
3.1.1. Les modalités de la participation	- 69 -
3.1.2. Un déficit de représentativité	- 70 -
3.2. L'opportunité du renforcement des liens sociaux territoriaux, motif principal de la mobilisation	- 71 -
3.2.1. Un territoire valorisé pour la richesse de sa vie sociale	- 71 -
3.2.2. Le partage de l'expérience d'un espace vécu commun	- 71 -
3.3. La redéfinition de l'intérêt général et de la citoyenneté comme condition de la survie du Conseil de quartier	- 72 -
3.3.1. La mixité sociale : pourvoyeur de sens à la mobilisation collective émergente	- 73 -

3.3.2. Le processus d'exclusion des thèmes non consensuels et politisés et la recherche de l'efficacité _____ - 74 -

3.3.3. L'espace public au cœur des interventions des Conseils de quartier - 76 -

3.4. La mixité sociale et la représentativité: entre rhétorique et pratiques - 78 -

3.4.1. Quelles évaluations des changements sociaux en marche dans le quartier ? - 78 -

3.4.2. L'ambiguïté du discours social _____ - 79 -

3.4.3. Le maintien des logiques ségrégatives dans la légitimation des discours - 81 -

Synthèse _____ - 83 -

Conclusion _____ - 84 -

Bibliographie _____ - 88 -

Table des matières _____ - 90 -